

NATIONS UNIES

# RESOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLEE GENERALE

pendant la première partie de sa première session  
du 10 janvier au 14 février 1946



CHURCH HOUSE, WESTMINSTER  
LONDRES

A/64  
1 juillet 1946

# RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Pendant la Première Partie de sa Première Session  
du 10 janvier au 14 février 1946

## TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU .....	1
1. Vérification des pouvoirs .....	1
2. Nomination du Bureau .....	1
II. NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL .....	2
III. ELECTION DES MEMBRES NON-PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ .....	3
IV. ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL .....	4
V. ELECTION DES JUGES A LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE .....	5
VI. NOMINATIONS DES COMMISSIONS .....	6
VII. DISTRIBUTION DU TRAVAIL PARMI LES COMMISSIONS .....	7
VIII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION .....	9
1. Création d'une Commission chargée d'étudier les problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique .....	9
2. Règlement concernant les langues .....	9
3. Extradition et châtimement des criminels de guerre .....	9
4. Représentation des organisations non gouvernementales au Conseil économique et social .....	10
IX. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION .....	11
1. Questions traitées au chapitre III, section 1A, paragraphe 4 (b) et (d), para- graphe 5 (b) et (c) et paragraphes 1, 2, 3, 6 et 7 du Rapport de la Commis- sion préparatoire .....	11
2. United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA) .....	11
X. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIÈME COMMISSION .....	12
1. Questions traitées au chapitre III, section 1A, paragraphe 4 (a), (c) et (e), paragraphe 5 (a) et paragraphes 1, 2, 3, 6 et 7 du Rapport de la Commission préparatoire .....	12
2. Question des réfugiés .....	12
XI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LE RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION .....	13
1. Populations qui ne s'administrent pas elles-mêmes .....	13
2. Règlement intérieur provisoire du Conseil de tutelle .....	13
XII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION .....	14
1. Conditions de nomination du Secrétaire-général .....	14
2. Nomination du personnel temporaire .....	14
3. Organisation du Secrétariat .....	14
Annexe I. Recommandations du Comité consultatif et technique de l'informa- tion relatives aux programmes, aux fonctions et à l'organisation du départe- ment de l'information .....	17
Annexe II. Règlement provisoire du personnel .....	18
4. Dispositions budgétaires et financières .....	19
Annexe I. Règlement financier provisoire .....	21
5. Amendement au règlement intérieur provisoire (Articles 37 et 40, et Articles additionnels J et K) .....	22
6. Nomination d'un Comité des Contributions .....	23
XIII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION .....	24
1. Amendements au règlement intérieur provisoire (Articles 33, 33A, 73 et Article supplémentaire T) .....	24
2. Commissions de l'Assemblée générale .....	24
3. Emoluments des juges de la Cour internationale de justice .....	24
4. Pensions des juges et du personnel de la Cour internationale de justice .....	24
5. Mesures nécessaires à la convocation de la Cour internationale de justice .....	24
6. Privilèges et Immunités des Nations-Unies .....	25
A. Résolution relative à l'adoption de la Convention générale sur les privi- lèges et immunités à accorder à l'Organisation et texte de la Con- vention .....	25
B. Résolution relative aux négociations à entamer avec les autorités compé- tentes des Etats-Unis d'Amérique sur les dispositions à prendre à la suite de l'établissement aux Etats-Unis d'Amérique du siège de l'Or- ganisation, avec le texte d'un projet de Convention destiné à servir de base de discussion pour ces négociations .....	27
C. Résolution sur les privilèges et immunités de la Cour internationale de justice .....	33

D.	Résolution sur la coordination des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies avec ceux des institutions spécialisées .....	33
E.	Résolution relative à l'assurance des automobiles de l'Organisation et des membres du personnel contre les accidents aux tiers .....	33
F.	Résolution relative aux dispositions à prévoir pour que les fonctionnaires d'Etats Membres qui sont mis à la disposition de l'Organisation, ou détachés dans ses services, ne perdent point du fait de ce détachement, leurs droits acquis à pension .....	33
7.	Enregistrement des traités et des accords internationaux .....	33
XIV.	RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SUR LE RAPPORT DU COMITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS .....	35
	Transfert de certaines fonctions et activités et certains avoirs de la Société des Nations.....	35
XV.	RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DU RAPPORT DU COMITÉ DU SIÈGE PERMANENT .....	37
	Question du Siège des Nations Unies .....	37
XVI.	RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DU BUREAU .....	38
1.	Création de deux comités spéciaux.....	38
2.	Pénurie mondiale de céréales .....	38
3.	Reconstruction des pays Membres des Nations Unies dévastés par la guerre .....	38
4.	Date de la prochaine réunion de l'Assemblée générale .....	38
5.	Candidatures de ressortissants d'Etats non Membres à un emploi permanent au Secrétariat international .....	39
6.	Organisation d'une conférence internationale de presse .....	39
7.	Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne .....	39
8.	Durée des mandats des Membres des Conseils .....	39



## RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

pendant la première partie de sa première session

du 10 janvier au 14 février 1946

### I. VERIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU

#### 1. VÉRIFICATION DES POUVOIRS

L'Assemblée générale nomme une Commission des pouvoirs qui est constituée de la manière suivante: Les délégations: de l'ARABIE SAOUDITE, de la CHINE, du COMMONWEALTH DES PHILIPPINES, du DANEMARK, de la FRANCE, d'HAÏTI, du PARAGUAY, de la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE et de la TURQUIE, le délégué du DANEMARK étant Président.

*Deuxième séance plénière, le 11 janvier 1946.*

La commission présente deux rapports à l'Assemblée générale qui les approuve.

*Quatrième séance plénière, le 12 janvier et vingt-sixième séance plénière le 9 février 1946.*

#### 2. NOMINATION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée générale pour la première partie de sa première session est constitué de la manière suivante:

- (a) le Président de l'Assemblée générale.
- (b) Sept Vice-présidents élus par l'Assemblée générale.
- (c) Les Présidents des six grandes Commissions de l'Assemblée générale.

(a) *Président de l'Assemblée générale:*

Son Excellence M. P.-H. SPAARK (Belgique).

*Première séance plénière, le 10 janvier 1946.*

(b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée générale:*

CHINE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, ROYAUME-UNI, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, UNION SUD-AFRICAINE, VENEZUELA.

*Troisième séance plénière, le 11 janvier 1946.*

(c) *Présidents des six grandes Commissions de l'Assemblée générale:*

Première Commission: Le docteur Dmi-tro Z. MANULSKI (République socialiste soviétique d'Ukraine);

Deuxième Commission: M. Wacław KONDRSKI (Pologne);

Troisième Commission: Le Très Honorable Peter FRASER (Nouvelle-Zélande);

Quatrième Commission: Le docteur Roberto E. MACEachen (Uruguay);

Cinquième Commission: M. Faris EL-KHOURY (Syrie);

Sixième Commission: Le docteur Roberto JIMENEZ (Panama).

## II. NOMINATION DU SECRETAIRE-GENERAL

Sur la recommandation du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale nomme au poste de **premier** Secrétaire-général des Nations Unies:

Son Excellence M. Trygve LIE.

*Vingtième séance plénière, le 1er février 1946.*

### III. ELECTION DES MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE

L'Assemblée générale nomme en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité les six Etats suivants: l'Australie, le Brésil, l'Egypte, le Mexique, les Pays-Bas, la Pologne.

L'Assemblée générale, par un vote ultérieur, décide que l'Australie, le Brésil et la Pologne siègeront en tant que membres non permanents pour une période de deux ans, et que l'Egypte, le Mexique et les Pays-Bas siègeront dans les mêmes conditions pour une période d'un an.

*Quatrième et cinquième séance plénière, le 12 janvier 1946.*

#### IV. ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

L'Assemblée générale élit en tant que membres du Conseil économique et social les dix-huit Etats suivants: BELGIQUE, CANADA, CHILI, CHINE, COLOMBIE, CUBA, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GRÈCE, INDE, LIBAN, NORVÈGE, PÉROU, RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE, ROYAUME-UNI, TCHÉCOSLOVAQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, YOUGOSLAVIE.

L'Assemblée générale, par trois votes ultérieurs, décide:

(a) que les nations suivantes siégeront au Conseil pour une période de trois ans: BELGIQUE, CANADA, CHILI, CHINE, FRANCE, PÉROU;

(b) que les nations suivantes siégeront au Conseil pour une période de deux ans: CUBA, INDE, NORVÈGE, ROYAUME-UNI, TCHÉCOSLOVAQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES;

(c) que les nations suivantes siégeront au Conseil pour une période d'un an: COLOMBIE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRÈCE, LIBAN, RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE, YOUGOSLAVIE.

*Cinquième séance plénière le 12 janvier et  
sixième séance plénière, le 14 janvier 1946.*

## V. ELECTION DES JUGES A LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, votant indépendamment, nomment quinze juges pour siéger à la Cour internationale de justice comme:

Le docteur A. ALVAREZ (Chili)  
Le docteur J. AZEVEDO (Brésil)  
S. E. le Dr. Abdel Hamid BADAWI Pacha (Egypte)  
Le professeur Jules BASDEVANT (France)  
Lic. I. FABELA ALFARO (Mexique)  
Le docteur J. G. GUERRERO (Salvador)  
L'Hon. G. H. HACKWORTH (Etats-Unis d'Amérique)  
Le docteur M. HSU (Chine)  
Le docteur H. KLAESTAD (Norvège)  
Le professeur S. B. KRYLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)  
Sir A. McNAIR (Royaume-Uni)  
Mr. J. E. READ (Canada)

Le docteur C. de VISSCHER (Belgique)  
Le docteur Bogdan WINIARSKI (Pologne)  
Le docteur M. ZORIČIĆ (Yougoslavie).

Par tirage au sort, conformément à l'article 13 du Statut de la Cour, l'Assemblée générale décide que les termes des mandats des juges viendront à expiration dans l'ordre suivant:

Au bout de trois ans:

S. E. Badawi Pacha, Dr. Hsu, M. Read, M. Winiarski, Dr. Zoričić.

Au bout de six ans:

M. Fabela Alfara, L'Hon. G. Hackworth, Dr. Klaestad, Professeur Krylov, Dr. de Visscher.

Au bout de neuf ans:

Dr. Azevedo, Dr. Alvarez, Professeur Basdevant, Dr. Guerrero, Sir A. McNair.

*Vingt-troisième séance plénière, 6 février et vingt-sixième séance plénière, 9 février 1946.*

## VI. NOMINATION DES COMMISSIONS

(a) L'Assemblée générale nomme six grandes Commissions:

Première Commission: Questions politiques et de la sécurité (y compris la réglementation des armements).

Deuxième Commission: Questions économiques et financières.

Troisième Commission: Questions sociales, humanitaires et culturelles.

Quatrième Commission: Tutelle.

Cinquième Commission: Questions administratives et budgétaires.

Sixième Commission: Questions juridiques.

*Deuxième séance plénière, le 11 janvier 1946.*

(b) L'Assemblée générale nomme également deux comités spéciaux:

(1) Comité de la Société des Nations.

(2) Comité du siège permanent.

*Dix-huitième séance plénière, le 26 janvier 1946.*

## VII. DISTRIBUTION DU TRAVAIL PARMI LES COMMISSIONS

L'Assemblée générale adresse les questions suivantes aux diverses Commissions aux fins d'examen et de rapport:

### PREMIÈRE COMMISSION

#### Questions politiques et de la sécurité (y compris la réglementation des armements)

1. Résolution concernant la création d'une Commission chargée de s'occuper des problèmes que soulève la découverte de l'énergie atomique et d'autres questions connexes.  
*Septième séance plénière, 14 janvier 1946.*

2. Rapport de la Commission préparatoire, Annexe I.

(a) Règles sur l'emploi des langues adoptées à San-Francisco par le Comité de direction de la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale.

(b) Règles relatives à l'emploi des langues proposées par le Comité exécutif dans son Rapport à la Commission préparatoire: l'Assemblée générale.

(c) Extrait du procès-verbal de la douzième séance du Comité technique de l'Assemblée générale au cours de laquelle ont été discutées les règles relatives à l'emploi des langues.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

3. Résolution sur l'extradition et le châtement des criminels de guerre.

*Vingt-deuxième séance plénière, 2 février 1946.*

4. Représentation des organisations non gouvernementales au Conseil économique et social.

*Vingt-deuxième séance plénière, 2 février 1946.*

### DEUXIÈME COMMISSION

#### Questions économiques et financières

1. Résolution concernant l'UNRRA.

*Septième séance plénière, 14 janvier 1946.*

2. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre III: Conseil économique et social, section 1 A, paragraphe 4 (b) et (d), paragraphe 5 (b) et (c).

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

### TROISIÈME COMMISSION

#### Questions sociales, humanitaires et culturelles

1. Question des réfugiés.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

2. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre III: Conseil économique et social, section 1 A, paragraphe 4 (a), (c) et (e), paragraphe 5 (a).

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

#### SOUS-COMITÉ MIXTE DES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMISSIONS

1. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre III: Conseil économique et social. Section 1 A, paragraphes 1, 2, 3, 6 et 7. Section 1 B, "Observations sur les relations avec les institutions spécialisées."

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

### QUATRIÈME COMMISSION

#### Tutelle

1. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre IV: Le système de tutelle.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

### CINQUIÈME COMMISSION

#### Questions administratives et budgétaires

1. Dispositions relatives à la nomination du personnel temporaire pendant la période de transition.

*Troisième séance plénière, 11 janvier 1946.*

2. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre VIII: Secrétariat.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

3. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre IX: Dispositions budgétaires et financières.

Annexe IV—Observations sur l'organisation du travail du Secrétariat en matière de statistiques.

Annexe V—(a) Rapport du groupe consultatif d'experts au Comité des Questions administratives et budgétaires.

(b) Contre-proposition concernant la base à adopter pour la répartition entre les Membres des avances au fonds de roulement.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

### SIXIÈME COMMISSION

#### Questions juridiques

1. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre I, section 3: Règlement intérieur provisoire de l'Assemblée générale.

*Deuxième séance plénière, 11 janvier 1946.*

2. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre I, section 4: Commission de l'Assemblée générale.

Annexe II—Rapport de M. Gerig (Etats-Unis d'Amérique), Président du sous-comité du Bureau de l'Assemblée générale.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

3. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre V: Cour internationale de justice.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

4. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre VI: Traités et accords internationaux.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

5. Rapport de la Commission préparatoire, chapitre VII: Privilèges, immunités et facilités à accorder à l'Organisation des Nations Unies.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

#### COMITÉS SPÉCIAUX OÙ TOUS LES PAYS SONT REPRÉSENTÉS

##### Comité du siège permanent

Rapport de la Commission préparatoire, chapitre X: Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

## Comité de la Société des Nations

Rapport de la Commission préparatoire, chapitre  
XI: Société des Nations.

*Seizième séance plénière, 19 janvier 1946.*

En outre, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, porta les sujets suivants au programme de ses travaux:

1. Pénurie mondiale de céréales
2. Reconstruction des pays Membres des Nations Unies dévastés par la guerre
3. Date de la prochaine réunion de l'Assemblée générale
4. Candidatures de ressortissants d'Etats non Membres à un emploi permanent au Secrétariat international
5. Organisation d'une conférence internationale de presse
6. Relations entre les Membres des Nations Unies et l'Espagne
7. Durée des mandats des Membres des Conseils
8. Construction d'un phare consacré à la mémoire de Christophe Colomb
9. Participation des femmes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies



## VIII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIERE COMMISSION

### 1. CRÉATION D'UNE COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUDIER LES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LA DÉCOUVERTE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

L'Assemblée générale des Nations Unies décide de créer une Commission dont la composition et les attributions sont fixées ci-après et qui traitera des problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique et autres questions connexes:

#### 1. CRÉATION DE LA COMMISSION

L'Assemblée générale crée par la présente résolution une Commission dont le mandat est fixé à la section 5 ci-après.

#### 2. RELATIONS DE LA COMMISSION AVEC LES ORGANES DES NATIONS UNIES

(a) La Commission adresse ses rapports et ses recommandations au Conseil de sécurité; ceux-ci sont rendus publics, sauf décision contraire prise par le Conseil de sécurité dans l'intérêt de la paix et de la sécurité. Lorsqu'il le juge approprié, le Conseil de sécurité transmet ces rapports à l'Assemblée générale et aux Membres des Nations Unies, ainsi qu'au Conseil économique et social et autres organes, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

(b) En raison de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales conférée au Conseil de sécurité par la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité donne à la Commission des directives sur les questions intéressant la sécurité. Dans cet ordre de questions, la Commission est responsable de ses travaux envers le Conseil de sécurité.

#### 3. COMPOSITION DE LA COMMISSION

La Commission se compose d'un représentant de chacun des Etats représentés au Conseil de sécurité et d'un représentant du Canada si cet Etat n'est pas membre du Conseil de sécurité. Chaque représentant à la Commission peut s'entourer d'autant d'assistants qu'il le désire.

#### 4. RÈGLEMENT INTÉRIEUR

La Commission dispose du personnel qu'elle juge nécessaire et soumet des recommandations concernant son règlement intérieur au Conseil de sécurité, qui l'approuve en tant que question de procédure.

#### 5. MANDAT DE LA COMMISSION

La Commission procède avec toute la promptitude possible à l'examen du problème sous tous ses aspects et soumet à leur sujet, les recommandations qu'elle juge pouvoir faire. En particulier, la Commission présente des propositions déterminées en vue:

(a) de développer, entre toutes les nations, l'échange des renseignements scientifiques fondamentaux pour des fins pacifiques;

(b) d'assurer le contrôle de l'énergie atomique dans la mesure nécessaire pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques;

(c) d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives;

(d) de prendre des mesures efficaces de sauvegarde, en organisant des inspections et par tous autres moyens, en vue de protéger les Etats respectueux des engagements contre les risques de violations et de subterfuge.

La Commission procède à ses travaux par stades

distincts, de façon que le succès obtenu à la fin de chaque stade développe parmi les pays la confiance indispensable avant qu'on ne passe au stade suivant.

La Commission ne doit pas empiéter sur les attributions des autres organes des Nations Unies, mais soumettre des recommandations à l'examen de ces organes en vue de l'accomplissement des tâches qui leur incombent aux termes de la Charte des Nations Unies.

*Dix-septième séance plénière, le 24 janvier 1946.*

### 2. RÈGLEMENT CONCERNANT LES LANGUES

*L'Assemblée générale*

(a) adopte le règlement concernant les langues, dont le texte figure en annexe;

(b) recommande aux autres organes des Nations Unies d'adopter, au sujet de l'emploi des langues, un règlement conforme à celui qui figure en annexe;

(c) recommande que le Secrétaire général procède à une étude approfondie de la question de l'installation d'un système téléphonique d'interprétation et, si possible, fasse installer ce système pour la deuxième partie de la première session.

*Vingt et unième séance plénière, le 1er février 1946.*

#### ANNEXE

1. Dans tous les organismes des Nations Unies autres que la Cour internationale de justice, le chinois, l'anglais, le français, le russe et l'espagnol sont les langues officielles. L'anglais et le français sont les langues de travail.

2. Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans l'autre.

3. Les discours prononcés dans l'une des trois autres langues officielles sont interprétés dans les deux langues de travail.

4. Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles. Dans ce cas, il assure lui-même l'interprétation dans l'une des langues de travail. L'interprète du Secrétariat prend pour base de son interprétation dans l'autre langue de travail, celle qu'il aura faite dans la première langue de travail utilisée.

5. Les comptes rendus in extenso sont établis dans les deux langues de travail. La traduction de tout ou partie d'un compte rendu in extenso dans l'une des autres langues officielles sera fournie si elle est demandée par un délégué.

6. Des procès-verbaux sont établis aussitôt que possible dans les langues officielles.

7. Le *Journal* des divers organismes des Nations Unies est publié dans les langues de travail.

8. Toutes les résolutions et autres documents importants sont communiqués dans les langues officielles. Sur demande d'un représentant, tout autre document sera établi dans l'une quelconque des langues officielles ou dans toutes ces langues.

9. Les documents des organismes des Nations Unies seront publiés dans n'importe quelle langue non officielle, si ces organismes en décident ainsi.

### 3. EXTRADITION ET CHÂTIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE

*L'Assemblée générale:*

prenant acte de la déclaration faite à Moscou le 1er novembre 1943 par le Président Roosevelt, le Maréchal Staline et le Premier Ministre M. Churchill, au sujet des atrocités ennemies com-

mises au cours de la guerre, ainsi que de la déclaration faite les 13 janvier et 18 décembre 1942 par un certain nombre de gouvernements alliés sur cette même question;

prenant acte des lois et usages de la guerre établis par la quatrième Convention de La Haye de 1907;

prenant acte de la définition des crimes de guerre et des crimes contre la paix et contre l'humanité, telle qu'elle figure dans la Charte du Tribunal militaire international du 8 août 1945;

convaincue que certains criminels de guerre continuent à se soustraire à la justice sur le territoire de certains Etats;

#### *recommande*

que les Membres des Nations Unies prennent immédiatement toutes les mesures nécessaires pour que ces criminels de guerre, qui sont responsables de ces crimes ou y ont pris une part active, soient arrêtés et ramenés dans les pays où ont été perpétrés leurs forfaits afin d'y être jugés et punis conformément aux lois de ces pays;

#### *et fait appel*

aux Gouvernements des Etats qui se sont pas Membres des Nations Unies pour qu'ils prennent également toutes les mesures nécessaires pour l'arrestation de ces criminels sur leurs territoires respectifs, afin qu'ils soient immédiatement transférés dans les pays où les crimes ont été commis pour y être jugés et punis conformément aux lois de ces pays.

*Trente-deuxième séance plénière, le 13 février 1946.*

## **4. REPRÉSENTATION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

A la suite des demandes émanant de la Fédération syndicale mondiale, de la Fédération américaine du Travail, de l'Alliance coopérative internationale et d'autres organisations non gouvernementales tendant à obtenir la participation de leurs représentants aux travaux du Conseil économique et social, et conformément à l'Article 71 de la Charte qui prévoit que le Conseil économique et social procédera à des consultations appropriées d'organisations non gouvernementales;

#### *L'Assemblée générale recommande:*

(a) que le Conseil économique et social prenne, dès que possible, les dispositions qui conviennent pour permettre à la Fédération syndicale mondiale et à l'Alliance coopérative internationale, ainsi qu'aux autres organisations non gouvernementales à caractère international, à l'expérience desquelles il estimera nécessaire de faire appel, d'apportée au Conseil économique et social leur collaboration à des fins consultatives;

(b) que le Conseil économique et social prenne également, dès que possible, les dispositions qui conviennent pour permettre à la Fédération américaine du Travail ainsi qu'aux autres organisations non gouvernementales à caractère national ou régional, à l'expérience desquelles il jugera nécessaire de faire appel, de fournir au Conseil économique et social leur collaboration à des fins consultatives.

*Trente-troisième séance plénière, le 14 février 1946.*

## IX. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA DEUXIEME COMMISSION

### 1. QUESTIONS TRAITÉES AU CHAPITRE III, SECTION 1A, PARAGRAPHE 4 (b) ET (d), PARAGRAPHE 5 (b) ET (c), PARAGRAPHES 1, 2, 3, 6 ET 7 ET SECTION 1B DU RAPPORT DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE

*L'Assemblée générale* a pris acte du rapport de la deuxième Commission (document A/16) et adopté les conclusions de ce dernier.

*Dix-neuvième séance plénière, le 29 janvier 1946.*

### 2. "UNITED NATIONS RELIEF AND REHABILITATION ADMINISTRATION" (UNRRA)

*L'Assemblée générale*, pénétrée de l'extrême urgence qu'il y a à prendre, aussitôt que possible, des mesures pour faciliter l'achèvement de l'œuvre de l'UNRRA, étant donné que le Conseil de l'UNRRA estime que les travaux de cette Organisation se termineront le 31 décembre 1946 en Europe et vers mars 1947 en Extrême-Orient:

#### 1. *Crée une Commission chargée:*

(a) de se mettre en rapport avec les Etats signataires de l'accord instituant l'UNRRA, qui n'ont pas versé ou pris des dispositions pour

verser les contributions supplémentaires à l'UNRRA, conformément aux recommandations de la résolution du Conseil No. 80 d'août 1945, et de les inviter à verser ces contributions le plus rapidement possible;

(b) d'inviter les Membres des Nations Unies qui ne sont pas signataires de l'accord instituant l'UNRRA à adhérer à cette Organisation et à contribuer ainsi à cette grande œuvre humanitaire.

2. *Désigne* comme membres de cette Commission les représentants des pays ci-après: Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Union des Républiques socialistes soviétiques, et invite la Commission à commencer ses travaux aussitôt que possible.

3. *Invite* le Secrétaire général à chercher à conclure avec le Directeur général de l'UNRRA des arrangements permettant de soumettre à l'Assemblée générale des rapports détaillés sur l'œuvre de l'UNRRA et sur les progrès réalisés dans la voie de la restauration économique des pays bénéficiant de l'assistance de l'UNRRA.

*Vingt et unième séance plénière, le 1er février 1946.*

## X. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIEME COMMISSION

### 1. QUESTIONS TRAITÉES AU CHAPITRE III, SECTION 1A, PARAGRAPHE 4 (α), (c) ET (e), PARAGRAPHE 5 (α), PARAGRAPHES 1, 2, 3, 6 ET 7 ET SECTION 1B DU RAPPORT DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE

L'Assemblée générale a pris acte du rapport de la troisième Commission (document A/17) et adopté les conclusions de ce dernier.

Dix-neuvième séance plénière le 29 janvier 1946.

### 2. QUESTION DES RÉFUGIÉS

L'Assemblée générale,

reconnaissant que le problème des réfugiés et des personnes déplacées de toutes catégories revêt un caractère d'extrême urgence et, reconnaissant la nécessité de faire une distinction nette entre les réfugiés authentiques et les personnes déplacées d'une part, et les criminels de guerre, les Quislings et les traîtres dont il est question au paragraphe (d) ci-dessous, d'autre part:

(a) décide de renvoyer ce problème au Conseil économique et social pour qu'il l'examine à fond, sous tous ses aspects, dans le cadre de la question 10 de l'ordre du jour de sa première session, et fasse rapport à la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale;

(b) recommande au Conseil économique et social de créer un Comité spécial chargé de l'examen et de l'élaboration rapide du rapport mentionnés au paragraphe (a);

(c) recommande au Conseil économique et social de tenir compte, en la matière, des principes suivants:

- (i) ce problème a une portée et un caractère internationaux;
- (ii) aucun réfugié ou personne déplacée qui, en toute liberté aura finalement et définitivement, et après avoir eu pleinement connaissance de la situation et des renseignements fournis par le gouvernement

de son pays d'origine, fait valoir des raisons satisfaisantes pour ne pas retourner dans son pays, pourvu qu'il ne tombe pas sous le coup des dispositions énoncées au paragraphe (d) ci-dessous, ne sera contraint de retourner dans son pays d'origine. L'avenir de ces réfugiés ou de ces personnes déplacées sera du ressort de l'organisme international qui pourri être reconnu ou créé à la suite du rapport mentionné aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus, sauf si le gouvernement du pays où ils sont établis, a conclu avec cet organisme un accord aux termes duquel il accepte de subvenir à tous les frais de leur entretien et de prendre la responsabilité de leur protection;

- (iii) la principale tâche envers les personnes déplacées consiste à les encourager et à les aider de toutes les manières possibles à retourner rapidement dans leur pays d'origine. Cette assistance peut revêtir la forme d'accords bilatéraux d'assistance mutuelle notamment en ce qui concerne le rapatriement de ces personnes conformément aux principes énoncés dans le paragraphe (c) (ii) ci-dessus;

(d) considère qu'aucune action entreprise en application de la présente résolution ne devra faire obstacle de façon quelconque à la livraison et au châtement des criminels de guerre, des Quislings et des traîtres conformément aux conventions et accords internationaux présents ou futurs;

(e) considère que les allemands qui ont été transférés en Allemagne d'autres pays ou qui se sont enfuis vers d'autres pays, devant les troupes alliées, ne tombent pas sous le coup de la présente décision dans la mesure où leur situation pourra être réglée par les forces alliées d'occupation en Allemagne, d'accord avec les gouvernements des pays respectifs.

Trentième séance plénière, le 12 février 1946.



## XI. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LE RAPPORT DE LA QUATRIEME COMMISSION

### 1. POPULATIONS QUI NE S'ADMINISTRENT PAS ELLES-MÊMES

Les Nations Unies, réunie en leur première Assemblée générale, se rendent pleinement compte des problèmes et des aspirations politiques des populations qui ne s'administrent pas encore entièrement elles-mêmes et qui ne sont pas directement représentées ici.

Les chapitres XI, XII et XIII de la Charte reconnaissent que les problèmes des populations qui ne s'administrent pas elles-mêmes sont d'une importance vitale pour la paix et le bien-être général de la communauté mondiale.

Par le chapitre XI, tous les Membres des Nations Unies qui ont ou assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent, comme une tâche sacrée, l'obligation de développer le plus possible le bien-être des habitants de ces territoires. A cet effet, ils acceptent également certaines obligations particulières y compris l'obligation de développer la capacité des peuples dont il s'agit, à s'administrer eux-mêmes et de les aider dans le développement progressif de leurs institutions politiques.

Par les chapitres XII et XIII, la Charte pourvoit à l'établissement d'un système international de tutelle, dont les buts essentiels sont, entre autres, de développer le progrès politique, économique, social et culturel des habitants des territoires sous tutelle, ainsi que de favoriser leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou vers l'indépendance.

L'Assemblée générale regrette que le Conseil de tutelle ne puisse être créé au cours de cette première partie de sa première session, non qu'elle n'en éprouve pas le désir, mais parce que des accords de tutelle doivent être conclus avant que le Conseil de tutelle puisse être établi.

L'Assemblée générale exprime l'opinion que tout délai dans l'entrée en vigueur du régime international de tutelle empêche la mise en application des principes du régime de tutelle énoncés dans la Charte et prive les populations des territoires pouvant être placés sous le régime de tutelle, de la possibilité de bénéficier des avantages résultant de cette application.

Afin d'accélérer la conclusion de ces accords et l'établissement du Conseil de tutelle, la Commission préparatoire avait recommandé que l'Assemblée générale invitât ceux des Membres des Nations Unies qui administrent actuellement des territoires sous mandat à prendre, d'accord avec les autres Etats directement intéressés, des mesures d'ordre pratique en vue de l'application de l'Article 79 de la Charte.

Sans attendre que la recommandation de la Commission préparatoire ait été examinée par l'Assemblée générale, les Membres de l'Organisa-

tion qui administrent des territoires sous mandat ont pris l'initiative de faire des déclarations concernant ces territoires.

*En conséquence*

*En ce qui concerne le chapitre XI de la Charte, l'Assemblée générale:*

1. *Attire l'attention* sur le fait que les obligations acceptées par tous les Membres de l'Organisation aux termes du chapitre XI de la Charte ne sont nullement liées à la conclusion d'accords de tutelle ou à la constitution du Conseil de tutelle et sont par conséquent dès maintenant pleinement en vigueur.

2. *Invite* le Secrétaire général à inclure dans son rapport annuel sur les travaux de l'Organisation, comme prévu à l'Article 98 de la Charte, une déclaration présentant un résumé des informations qui pourraient lui avoir été transmises par les Membres de l'Organisation conformément à l'Article 73(e) de la Charte et relatives à la situation économique, sociale et culturelle, dans les territoires autres que ceux auxquels les chapitres XII et XIII sont applicables et dont les Membres sont responsables.

*En ce qui concerne les chapitres XII et XIII de la Charte, l'Assemblée générale:*

3. *Accueille* avec satisfaction les déclarations faites par certains Etats administrant des territoires actuellement sous mandat, de leur intention de négocier des accords de tutelle pour certains de ces territoires, et en ce qui concerne la Transjordanie d'établir son indépendance.

4. *Invite* les Etats qui administrent des territoires en vertu d'un mandat, à prendre de concert avec les autres Etats directement intéressés, les mesures nécessaires pour la mise en application de l'Article 79 de la Charte (qui prévoit la conclusion d'accords sur les termes du régime de tutelle, pour chacun des territoires à placer sous ce régime) en vue de soumettre ces accords pour approbation, de préférence, au plus tard, pendant la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale.

*En conclusion l'Assemblée générale:*

5. *Attend* de la réalisation des buts des chapitres XI, XII et XIII qu'elle rende possible l'aboutissement des aspirations politiques, économiques, sociales et culturelles des populations qui ne s'administrent pas elles-mêmes.

*Vingt-septième séance plénière, le 9 février 1946.*

### 2. RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISOIRE DU CONSEIL DE TUTELLE

*L'Assemblée générale* prie le Secrétaire général de transmettre le "Règlement intérieur provisoire du Conseil de tutelle" (Rapport de la Commission préparatoire, chapitre IV, section 2) à cet organisme dès qu'il sera constitué.

*Vingt-septième séance plénière, le 9 février 1946.*

## XII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIEME COMMISSION

### 1. CONDITIONS DE NOMINATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

*L'Assemblée générale*, étant donné les lourdes responsabilités qu'impose au Secrétaire général l'accomplissement des obligations qui lui incombent aux termes de la Charte, adopte la résolution suivante:

1. La nomination du Secrétaire général devra être faite à des conditions permettant à un homme éminent et de hautes capacités d'accepter ce poste et de tenir un rang correspondant.

2. Le Secrétaire général recevra par an un traitement d'un montant suffisant pour lui rapporter une somme nette de 20.000 dollars des Etats-Unis, ainsi qu'une indemnité de 20.000 dollars des Etats-Unis pour frais de représentation. En outre, il sera mis à sa disposition une résidence meublée dont les frais de réparation et d'entretien, à l'exclusion du personnel de maison, seront supportés par l'Organisation.

3. Le premier Secrétaire général sera nommé pour une durée de cinq ans et son engagement pourra être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans.

4. Les observations ci-après figurant aux paragraphes 18 à 21 de la section 2 du chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire, sont enregistrées et approuvées:

(a) Comme la Charte ne comporte aucune stipulation à ce sujet, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité demeurent libres de modifier la durée du mandat des futurs Secrétaires généraux à la lumière de l'expérience.

(b) Comme le Secrétaire général est le confident de nombreux gouvernements, il serait souhaitable qu'aucune Membre ne lui offrit, du moins tout de suite après son départ, de poste officiel où les renseignements dont il a connaissance pourraient être une source d'embarras pour d'autres Membres. De son côté, le Secrétaire général ne devrait pas accepter une situation de ce genre.

(c) Il résulte clairement des Articles 18 et 27 de la Charte que la désignation du Secrétaire général par le Conseil de sécurité doit être prononcée par un vote affirmatif de sept membres, dans lequel seront comprises les voix de tous les Membres permanents, et que, en ce qui concerne sa nomination par l'Assemblée générale, la majorité simple des membres de cet organisme présents et votant suffira, à moins que l'Assemblée elle-même ne décide que la majorité des deux-tiers est nécessaire. Les règles applicables au renouvellement du mandat sont les mêmes que pour la première nomination; cela devrait être nettement précisé lors de celle-ci.

(d) Il y aurait intérêt à ce que le Conseil de sécurité ne soumette à l'Assemblée générale qu'une candidature et qu'on évite un débat sur cette désignation au sein de l'Assemblée générale. La candidature et la nomination feraient l'une et l'autre l'objet de discussions en séances privées et, en cas de vote, soit au Conseil de sécurité, soit à l'Assemblée générale, ce vote aurait lieu au scrutin secret.

*Dix-septième séance plénière, le 24 janvier 1946.*

### 2. NOMINATION DU PERSONNEL TEMPORAIRE

Reconnaissant la compétence et les loyaux services du personnel temporaire qui a travaillé sous les ordres du Secrétaire exécutif et la nécessité de faire connaître, le plus tôt possible, à ce personnel qu'elle est sa situation au Secrétariat; reconnaissant également qu'il importe de laisser au Secrétaire général toute latitude dans le choix du personnel permanent qui devra l'assister dans l'accomplissement de sa tâche:

*L'Assemblée générale* autorise le Secrétaire général à conserver, conformément à l'article M. de son règlement intérieur provisoire, les services des membres du personnel du Secrétaire exécutif, aux conditions actuellement en vigueur, jusqu'au premier avril 1946, ou jusqu'à une date plus rapprochée à laquelle le Secrétaire général sera en mesure d'offrir à ces membres des contrats d'engagement, conformément aux règles provisoires du personnel et autres conditions d'emploi au Secrétariat, adoptées par l'Assemblée générale.

*Vingt et unième séance plénière, le 1er février 1946.*

### 3. ORGANISATION DU SECRÉTARIAT

#### I. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU SECRÉTARIAT

L'organisation administrative du Secrétariat doit être conçue de façon que le Secrétariat puisse accomplir sa tâche aussi efficacement que possible.

*En conséquence, l'Assemblée générale décide:*

1. Que le Secrétaire général prendra immédiatement des mesures pour créer une organisation administrative qui lui permettra de remplir d'une manière efficace les fonctions d'ordre administratif et général qui lui sont conférées par la Charte, ainsi que les fonctions et services répondant aux exigences des divers organes des Nations Unies.

2. Que les divisions principales du Secrétariat devraient être les suivantes:

(a) Département des Affaires du Conseil de sécurité.

(b) Département des Affaires économiques.

(c) Département des Affaires sociales.

(d) Département de la Tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes.

(e) Département de l'Information.

(f) Département juridique.

(g) Services généraux et des Conférences.

(h) Services administratifs et financiers.

3. Le Secrétaire général est autorisé à nommer des Sous-secrétaires généraux ainsi que les autres fonctionnaires et employés nécessaires, et à fixer leurs attributions. Les Sous-secrétaires généraux auront la responsabilité et le contrôle de départements ou de services. Il y aura toujours un Sous-secrétaire général désigné par le Secrétaire général pour le remplacer lorsqu'il sera absent ou dans l'impossibilité de remplir ses fonctions. Le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour assurer la coordination qui doit exister entre le Département des Affaires économiques et le Département des Affaires sociales ainsi que le maintien de relations administratives appropriées entre ces départements et le Conseil économique et social.



d'une part, et entre ces départements et les institutions spécialisées d'autre part.

4. Dans la période de début, les départements et services devraient être organisés conformément aux grandes lignes du plan exposé dans les paragraphes 22 à 40 de la section 2, chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire, mais le Secrétaire général modifiera ce cadre dans la mesure nécessaire afin de réaliser, entre les diverses unités administratives du Secrétariat, la meilleure répartition possible des fonctions et des responsabilités.

## II. INFORMATION

L'Organisation ne pourra réaliser ses fins que si les peuples du monde sont tenus pleinement au courant de ses buts et de ses activités.

Les recommandations du Comité consultatif et technique de l'Information, transmises par la Commission préparatoire à l'Assemblée générale, constituent une base excellente pour la détermination de la politique et des activités des Nations Unies en matière d'information.

*En conséquence, l'Assemblée générale:*

5. Approuve les recommandations du Comité consultatif et technique de l'Information figurant à l'annexe I et les transmet au Secrétaire général pour qu'il en prenne connaissance et les étudie.

## III. RECRUTEMENT ET AVANCEMENT

Conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, il y aurait lieu de fixer des méthodes de recrutement permettant de réunir un personnel possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, en tenant dûment compte aussi de la nécessité d'opérer ce recrutement sur la base géographique la plus large possible.

*En conséquence, l'Assemblée générale décide:*

6. Que le Secrétaire général établira une Commission d'administration internationale, après consultation avec les chefs des institutions spécialisées reliées aux Nations Unies. Cette Commission fournira des avis sur les méthodes à suivre pour le recrutement du Secrétariat et les moyens d'assurer l'adoption de normes de recrutement communes au Secrétariat et aux institutions spécialisées.

7. Pour le choix du personnel, le Secrétaire général devrait s'inspirer, d'une manière générale, des suggestions résumées aux paragraphes 50 à 57 de la section 2, chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire.

8. Les catégories d'âge devraient être équilibrées, dès le début, de façon à assurer un mouvement régulier de nominations, de promotions et de départs.

9. Tout membre du personnel devra pouvoir obtenir, dans le cadre des Nations Unies, l'avancement que son travail et ses capacités justifieront, conformément au paragraphe 47, section 2, chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire.

## IV. DROITS ET OBLIGATIONS DU PERSONNEL

La mesure dans laquelle les objectifs de la Charte pourront être atteints dépendra en grande partie de la façon dont le Secrétariat s'acquittera de sa tâche. Celui-ci ne pourra la remplir avec succès si s'il jouit de la confiance de tous les Membres des Nations Unies.

*En conséquence, l'Assemblée générale:*

10. Adopte le statut provisoire du personnel énonçant les droits et les obligations fondamentaux de celui-ci, tel qu'il figure à l'annexe II et transmet

au Secrétaire général, pour étude, le projet de règlement provisoire du personnel figurant à la section 4 du chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire, ainsi que la note soumise par la délégation canadienne (document A/C.5/10).

11. Autorise le Secrétaire général à nommer un Comité consultatif restreint qui comprendra éventuellement des représentants du personnel et sera chargé d'établir un statut de tribunal administratif à soumettre à la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale.

## V. IMPÔTS

Eu égard notamment aux dispositions administratives et budgétaires adoptées pour l'Organisation, l'Assemblée générale se rallie à la conclusion énoncée par la Commission des questions administratives et budgétaires, à savoir que la seule solution qui soit équitable pour tous les Membres de l'Organisation et réalise l'égalité parmi le personnel consiste à exonérer d'impôts nationaux les traitements et allocations versés par l'Organisation.

*En conséquence, l'Assemblée générale décide:*

12. Que jusqu'au moment où les Membres de l'Organisation auront pris les mesures nécessaires pour exonérer des impôts nationaux les traitements et allocations provenant du budget de l'Organisation, le Secrétaire général est autorisé à rembourser aux membres du personnel les sommes qu'ils ont versées au titre des impôts sur les traitements et salaires payés par l'Organisation.

13. Au cas où un Membre astreindrait ceux de ses ressortissants qui sont au service de l'Organisation au paiement d'impôts sur les traitements et allocations versés par l'Organisation, le Secrétaire général devrait examiner avec lui les moyens de réaliser le plus tôt possible l'équité entre tous les Membres.

14. Les procès-verbaux et les documents de la Commission administrative et budgétaire et du Groupe consultatif d'Experts relatifs aux contributions du personnel seront renvoyés au Secrétaire général, afin qu'il en prenne connaissance et qu'il soumette des recommandations à ce sujet à la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale.

## VI. CLASSEMENT, TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS

Les conditions d'emploi au Secrétariat devraient pouvoir attirer des candidats qualifiés venant de toutes les parties du monde.

*En conséquence, l'Assemblée générale adopte la résolution suivante:*

15. Un Sous-secrétaire général recevra un traitement net de \$13.500 (U.S.), ainsi qu'une indemnité qui variera entre \$7.000 (U.S.) et \$11.500 (U.S.) et qui sera fixée par le Secrétaire général.

16. Un Directeur principal<sup>1</sup> recevra un traitement net de \$11.000 (U.S.), ainsi qu'une indemnité qui variera entre \$3.000 (U.S.) et \$6.000 (U.S.) et qui sera fixée par le Secrétaire général.

17. Les indemnités des Sous-secrétaires généraux et des Directeurs principaux sont censées comprendre tous les frais de représentation, y compris les frais de réception, les indemnités de résidence, les indemnités pour frais d'éducation et les indem-

<sup>1</sup> L'expression "Directeur principal" vise uniquement les fonctionnaires occupant le rang le plus élevé dans cette catégorie et, plus particulièrement, les personnalités remplissant les fonctions de suppléant d'un Sous-secrétaire général ou de Directeur d'un des grands "services intérieurs", c'est-à-dire, le Directeur du personnel, le Directeur du budget, le Contrôleur, et cætera.

nités pour charges de famille afférents à ces postes, mais non pas les indemnités remboursables telles que les frais de déplacement, les frais d'entretien et les frais de déménagement versés à l'occasion de la première nomination, d'un changement d'affectation ou de la cessation de fonctions dans l'Organisation; les frais de voyage en cas de mission officielle et les frais de voyage, en cas de congé passé dans le pays où le fonctionnaire a ses foyers.

18. Sous réserve des dispositions budgétaires votées par l'Assemblée générale et sauf en ce qui concerne les postes de Secrétaire général, de Sous-secrétaire général et de Directeur, le Secrétaire général, après avoir pris l'avis du Groupe consultatif d'Experts, qu'il est invité à désigner, est autorisé à procéder à une répartition provisoire des postes et à fixer les traitements afférents à ces postes, conformément aux principes généraux exposés dans les paragraphes 41 à 45 et 71 de la section 2 du chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire. Le Secrétaire général est également autorisé à engager du personnel sur la base de contrats à courts termes, en attendant l'établissement d'un système permanent de classement conformément aux indications contenues dans la résolution 19 ci-dessous.

19. Sous réserve des dispositions budgétaires votées par l'Assemblée générale, le Secrétaire général, après avoir pris l'avis du Groupe consultatif d'Experts visé à la résolution 18, prendra les mesures appropriées en vue:

(a) d'élaborer un plan de classement de tous les postes que doit comprendre le Secrétariat, d'après les fonctions, les responsabilités et l'importance de chaque poste;

(b) de grouper les postes par grandes catégories et, à l'intérieur de chaque catégorie, par classes;

(c) de fixer les traitements convenables pour chaque grande catégorie et pour les classes comprises dans chaque catégorie, conformément au barème des traitements établis par l'Assemblée générale.

(d) de fixer pour chaque poste du Secrétariat une catégorie et une classe qui soient en rapport avec les attributions, les responsabilités, et l'autorité attachées à ce poste.

Le Secrétaire général est autorisé à engager du personnel temporaire sur la base de contrats spéciaux d'une durée limitée, en dehors de ce cadre permanent, lorsqu'il le juge nécessaire.

20. En fixant les traitements afférents aux diverses classes et aux diverses catégories de postes, il convient de tenir compte des facteurs spéciaux pouvant affecter le service du Secrétariat et, en particulier, du fait que la rémunération allouée pour des travaux équivalents varie grandement suivant les administrations nationales. Il convient de tenir compte également des possibilités limitées d'accès, par avancement, aux postes les plus élevés du Secrétariat par comparaison avec les perspectives d'avancement dans les administrations nationales; du coût de la vie au siège de l'Organisation, facteurs auxquels pourront s'ajouter, dans les premières années, des difficultés de logement et des dépenses supplémentaires qu'entraînera, pour un bon nombre de fonctionnaires, l'obligation de vivre loin de leur pays, dépenses qui varieront avec le nombre de personnes à la charge de l'intéressé, ainsi qu'avec d'autres facteurs.

21. L'Assemblée générale approuve en principe l'adoption de systèmes devant entrer en vigueur le premier janvier 1947:

(a) pour le versement d'allocations pour charges de famille s'ajoutant aux traitements

des membres du personnel de l'Organisation remplissant les conditions voulues;

(b) pour le versement d'une indemnité pour frais d'éducation à tout membre du personnel remplissant les conditions voulues et désirant envoyer un ou plusieurs enfants, du pays où il est appelé à exercer ses fonctions dans le pays qui, au moment de sa nomination, est reconnu comme étant celui de ses foyers, pourvu que ce pays ne soit pas celui où il est appelé à exercer ses fonctions d'une façon permanente.

22. Le Secrétaire général soumettra à l'Assemblée générale, au cours de la deuxième partie de la première session, un projet d'indemnités pour charges de famille et d'indemnités pour frais d'éducation; le mémorandum du Groupe consultatif d'Experts sur ces questions (document A/C.5/19/Rev.1) sera transmis au Secrétaire général pour qu'il s'en inspire.

23. En vue de l'installation des membres du personnel au siège provisoire de l'Organisation, le Secrétaire général est autorisé à créer un système d'indemnités d'installation et de fixer les conditions moyennant lesquelles ces indemnités seront accordées.

## VII. DURÉE ET EXPIRATION DES ENGAGEMENTS

*L'Assemblée générale adopte la résolution suivante:*

24. Sous réserve de l'entière latitude laissée au Secrétaire général, conformément à la résolution 18 pour engager du personnel par contrats à court terme, en attendant l'adoption d'un classement permanent, et sous réserve des arrangements qu'il y aura lieu de prendre pour l'engagement, en tout temps, de personnel temporaire, les membres du Secrétariat qui auront accompli avec succès leur période de stage devront avoir des garanties suffisantes qu'ils pourront faire carrière au Secrétariat.

25. Les membres du personnel titularisés après leur stage recevront des contrats d'une durée indéfinie, soumis à révision tous les cinq ans sur la base des rapports des supérieurs hiérarchiques.

26. Nonobstant les dispositions ci-dessus, les Sous-secrétaires généraux, les Directeurs et les autres hauts fonctionnaires que le Secrétaire général pourra déterminer, recevront des contrats d'une durée de cinq ans au maximum, renouvelables.

27. Tout contrat pourra être résilié par le Secrétaire général aux conditions stipulées à l'article 22 du statut du personnel, si les nécessités du service exigent la suppression du poste ou une réduction du personnel, ou si le travail du fonctionnaire intéressé ne donne pas satisfaction.

## VIII. PENSIONS DE RETRAITE ET INDEMNITÉS

*L'Assemblée générale adopte la résolution suivante:*

28. Le Secrétaire général établira immédiatement une caisse de prévoyance pour les membres du personnel, en tenant compte du système que le Groupe consultatif a esquissé dans la première partie de ses propositions concernant l'établissement d'un régime de pensions pour le personnel et les questions connexes (document A/C.5/20).

29. Le Secrétaire général présentera, au cours de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, un rapport sur le fonctionnement de la caisse de prévoyance et proposera les modifications qu'il jugera désirable d'apporter à ce système.

30. Le Secrétaire général présentera, au cours de la deuxième partie de la première session de



l'Assemblée générale, des propositions en vue de l'établissement d'un régime permanent de pensions, destiné à entrer en vigueur le 1er janvier 1947, en tenant dûment compte des indications données par le Groupe consultatif d'Experts, des divers points soulevés pendant la discussion générale de ces indications à la Commission des questions administratives et budgétaires et de toutes autres considérations pertinentes.

31. En établissant le régime permanent de pensions du personnel, le Secrétaire général tiendra compte de l'utilité d'adopter un système permettant de verser des secours aux veuves ou aux orphelins des membres du personnel, soit sous la forme d'un régime de pensions distinct, soit par l'octroi d'une somme globale au décès du fonctionnaire.

32. Le Secrétaire général, nommé à la première session de l'Assemblée générale, recevra, lorsqu'il quittera ses fonctions, une indemnité annuelle égale à la moitié de son traitement net (non compris les indemnités), à la condition qu'il ait accompli à l'Organisation toutes les années de service prévues dans son engagement, conformément au chapitre VIII, section 2, paragraphe 18 du Rapport de la Commission préparatoire.

33. (a) Le Secrétaire général présentera au cours de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale des propositions pour l'établissement d'un régime permanent d'indemnités et d'allocations en cas d'accident et de maladie.

(b) En attendant l'adoption d'un régime permanent, le Secrétaire général est autorisé à verser une indemnité à un membre du personnel qui a reçu des blessures à la suite d'un accident survenu au cours de l'exercice de ses fonctions, ou à verser une indemnité aux ayants-droit de tout membre du personnel en cas de décès survenu dans ces circonstances.

(c) En attendant l'adoption d'un régime permanent, le Secrétaire général est autorisé à verser une indemnité à tout membre du personnel obligé d'interrompre son service par suite de maladie directement imputable au travail qu'il accomplissait à l'Organisation ou à verser une indemnité aux ayants-droit de tout membre du personnel en cas de décès dans ces circonstances.

#### IX. TRANSMISSION DE LA SECTION 2 DU CHAPITRE VIII DU RAPPORT DE LA COMMISSION PRÉPARATOIRE

*L'Assemblée générale adopte la résolution suivante:*

34. La section 2 du chapitre VIII du Rapport de la Commission préparatoire est transmise au Secrétaire général pour qu'il s'en inspire.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

### ANNEXE I

#### RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONSULTATIF ET TECHNIQUE DE L'INFORMATION RELATIVES AUX PROGRAMMES, AUX FONCTIONS ET À L'ORGANISATION DU DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION

L'Organisation des Nations Unies ne saurait accomplir les buts pour lesquels elle a été créée si les peuples du monde ne sont pas pleinement informés de ses buts et de son œuvre.

##### *En conséquence*

le Comité consultatif et technique de l'information fait les recommandations suivantes:

1. Que soit créé un Département de l'Information placé sous l'autorité d'un Sous-secrétaire général.

2. Que les activités de ce Département soient organisées et dirigées de façon à favoriser dans toute la mesure du possible, chez tous les peuples du monde, une compréhension, basée sur des informations suffisantes, de l'œuvre et des buts des Nations Unies. A cet

effet, le Département de l'Information devrait avant tout aider les services nationaux existants et les entreprises privées s'occupant d'information en établissant avec eux une collaboration confiante en vue de renseigner le public sur les Nations Unies. Le Département de l'Information ne devrait se livrer à aucune "propagande." Il devrait, de sa propre initiative, entreprendre un travail destiné à compléter les informations données par les agences existantes, dans la mesure où celles-ci ne sont pas à même d'accomplir cette tâche.

3. Que les Nations Unies admettent comme une règle générale que la presse et les organes d'information existants devraient pouvoir, autant que possible, suivre les activités des Nations Unies et avoir un accès direct à leur documentation. L'application des règlements intérieurs des divers organes des Nations Unies devrait être faite en tenant compte de cette règle.

4. Que, sous l'autorité générale des principaux organes des Nations Unies, le soin d'établir et d'appliquer les directives à suivre dans le domaine de l'information soit confié au Secrétaire général et, sous ses ordres, au Sous-secrétaire général chargé du Département de l'Information.

5. Que, dans la négociation d'accords avec les institutions spécialisées, le Conseil économique et social soit invité à tenir compte du problème de la coordination des services d'information et de l'établissement de règles communes en la matière, et à prendre l'avis du Secrétaire général pour chaque accord particulier.

6. Qu'afin d'assurer, dans toute la mesure du possible, que les peuples de toutes les parties du monde soient renseignés sur les Nations Unies, le Département de l'Information envisage la création, dans le plus bref délai possible, de bureaux auxiliaires.

7. Que les fonctions du Département soient réparties comme il semble naturel dans les catégories suivantes: presse, édition, radio, cinéma, graphiques et expositions, liaison et documentation.

8. Que le Département assure, tant au siège des Nations Unies que par l'intermédiaire de ses bureaux auxiliaires, tous les services requis pour tenir la presse quotidienne, hebdomadaire et périodique pleinement au courant des travaux des Nations Unies.

9. Que le Département établisse et édite, dans les limites fixées par la recommandation 2, des brochures et autres publications propres à faire connaître l'œuvre et les buts des Nations Unies.

10. Que le Département facilite activement et encourage l'emploi de la radio pour la diffusion des informations relatives aux Nations Unies. A cet effet, il travaillera tout d'abord en collaboration étroite avec les services nationaux de radiodiffusion des Etats Membres. Les Nations Unies devraient également posséder une ou plusieurs stations d'émissions radiophoniques disposant des longueurs d'ondes nécessaires pour pouvoir communiquer avec les Gouvernements des Etats Membres et les bureaux auxiliaires du Département, et pour diffuser leurs propres programmes. La station pourrait constituer un organisme central pour les réseaux nationaux de radiodiffusion désireux de coopérer dans le domaine international. Le cadre des activités des Nations Unies en matière de radiodiffusion serait délimité, après consultation avec les organisations nationales de radiodiffusion.

11. Qu'en dehors de l'aide à apporter aux agences d'actualités cinématographiques et aux agences photographiques de presse, le Département de l'Information favorise également, au besoin par une participation directe, la production et la distribution non commerciale de films documentaires, de bandes d'images, d'affiches et autres documents graphiques exposant l'œuvre des Nations Unies.

12. Que le Département de l'Information et ses bureaux auxiliaires donnent un encouragement et une aide efficaces aux services d'information nationaux, aux établissements d'enseignement et aux autres organisations nationales et privées de tous genres, désireux de faire connaître les travaux des Nations Unies. A cette fin, et aussi pour d'autres buts, il devrait avoir un service complet de documentation, fournir ou documenter des conférenciers et mettre ses publications, films documentaires, bandes d'images, affiches et autres documents

graphiques à la disposition de ces services, établissements et organisations.

13. Que le Département et ses bureaux auxiliaires soient organisés de façon à pouvoir discerner les tendances de l'opinion mondiale à l'égard des Nations Unies et la mesure dans laquelle les travaux de celles-ci sont portés à la connaissance du public.

14. Que soit envisagée la création d'un Comité consultatif que se réunirait périodiquement au siège des Nations Unies pour élaborer et soumettre au Secrétaire général des observations concernant les directives et le programme des Nations Unies dans le domaine de l'information. Ce Comité consultatif serait constitué sur la base d'une large répartition géographique et composé d'experts choisis pour leurs qualités personnelles et leur expérience. Ces experts représenteraient les différents moyens d'information en usage dans les Etats Membres et seraient en mesure d'éclairer le Secrétaire général sur les besoins et les désirs du grand public à l'intérieur de chaque Etat Membre au sujet des buts et des activités des Nations Unies.

15. Qu'en vue de faire d'un Comité consultatif de ce genre un organisme aussi représentatif que possible et capable d'obtenir un soutien aussi complet que possible de la part des organisations d'information des Etats Membres, le Secrétaire général, agissant en consultation avec les gouvernements des Etats Membres, prenne contact avec les personnalités dirigeantes des principales organisations de presse, de radio, de cinéma et d'autres moyens d'information et des services gouvernementaux correspondants de chaque Etat Membre, afin de les informer de la création de ce Comité consultatif.

16. Si la création du Comité consultatif est jugée possible, il conviendra par la suite d'envisager l'institution de Comités consultatifs nationaux ou régionaux de composition analogue, qui travailleraient en accord avec les différents services du Département de l'Information.

## ANNEXE II

### RÈGLEMENT PROVISOIRE DU PERSONNEL

#### 1. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU SECRÉTARIAT

##### Article 1

Le Secrétaire général et tous les membres du personnel de l'Organisation sont au service de l'administration internationale; leurs attributions ne sont pas nationales mais exclusivement internationales. En acceptant leur nomination, ils s'engagent à s'acquitter de leurs fonctions et à régler leur conduite en ayant uniquement en vue l'intérêt des Nations Unies. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ou d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Tous les membres du personnel sont soumis à l'autorité du Secrétaire général et, dans l'exercice de leurs fonctions, sont responsables envers lui.

##### Article 2

Tous les membres du personnel, au moment d'accepter leur nomination, souscriront le serment ou la déclaration ci-après:

"Je jure solennellement (var.: je prends l'engagement solennel, je fais la déclaration, ou la promesse, solennelle) d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de membre de l'administration internationale de l'Organisation des Nations Unies, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs."

##### Article 3

Le Secrétaire général et les Sous-secrétaires généraux feront ce serment ou cette déclaration en séance publique de l'Assemblée générale; les autres hauts fonctionnaires s'acquitteront de ce même devoir en public et en présence du Secrétaire général ou de son représentant qualifié.

#### Article 4

Les immunités et privilèges attachés à l'Organisation, en vertu de l'Article 105 de la Charte, sont conférés dans l'intérêt de l'Organisation. Ces privilèges et immunités ne dispensent pas les membres du personnel qui en jouissent d'exécuter leurs obligations privées ni d'observer les lois et règlements de police en vigueur. Dans tous les cas où ces privilèges et immunités sont en cause, le membre du personnel intéressé en rend immédiatement compte au Secrétaire général à qui il appartient de décider s'ils seront levés.

#### Article 5

Les membres du personnel doivent observer la plus grande discrétion sur toutes les questions officielles. Sauf à titre officiel ou avec l'autorisation du Secrétaire général, ils ne doivent communiquer à qui que ce soit un renseignement non public venu à leur connaissance du fait de leur situation officielle.

#### Article 6

Les membres du personnel ont le devoir d'éviter tout acte et en particulier toute déclaration ou intervention en public susceptible d'avoir une influence défavorable sur leur situation en tant que membres de l'administration internationale. Ils n'ont pas à renoncer à leurs sentiments nationaux ou à leurs convictions politiques ou religieuses, mais ils doivent, à tout moment, observer la réserve et le tact dont leur situation internationale leur fait un devoir.

#### Article 7

Aucun membre du personnel ne peut accepter exercer ou entreprendre une occupation ou profession qui, de l'avis du Secrétaire général, est incompatible avec l'exercice convenable de ses fonctions dans l'Organisation.

#### Article 8

Tout membre du personnel qui pose sa candidature à une fonction publique de caractère politique doit donner sa démission de membre du Secrétariat.

#### Article 9

Aucun membre du personnel ne peut accepter de distinctions honorifiques, de décorations, de faveurs, de cadeaux ou d'honoraires émanant d'un gouvernement quelconque ou de toute autre source extérieure à l'Organisation, pendant la période de son activité, sauf en raison de services de guerre.

#### 2. NOMINATIONS, STAGES ET PROMOTIONS

##### Article 10

Tous les postes du Secrétariat sont accessibles aux hommes et aux femmes dans des conditions égales.

##### Article 11

Dans la mesure du possible, les nominations à des postes du Secrétariat sont faites par voie de concours.

##### Article 12

Les personnes nommées à des postes permanents du Secrétariat sont tenues de subir la période de stage que peut fixer le Secrétaire général.

##### Article 13

Il conviendrait que le Secrétaire général prenne des arrangements en vue de donner aux membres du personnel une formation portant sur des matières en rapport direct ou indirect avec leurs fonctions. Cette formation s'adresserait particulièrement aux stagiaires qui n'auraient pu recevoir antérieurement une instruction appropriée ou dont les connaissances en matière de langues seraient insuffisantes.

##### Article 14

Tout en s'attachant à maintenir une répartition géographique aussi large que possible parmi le personnel, sans entraver toutefois l'apport de talents nouveaux au Secrétariat, à ses divers échelons, les postes vacants devront être pourvus par voie de promotion des personnes déjà au service des Nations Unies plutôt qu'en faisant appel à des candidats de l'extérieur. La même considération devrait s'appliquer sous réserve de réciprocité aux institutions spécialisées reliées à l'Organisation.



### Article 15

Le Secrétaire général assurera aux membres du personnel les moyens de participer à la discussion de questions se rapportant aux nominations et aux promotions.

## 3. TRAITEMENTS

### Article 16

En attendant l'adoption d'un système permanent de classement, les traitements des membres du personnel autres que les Sous-secrétaires généraux et les Directeurs seront déterminés par le Secrétaire général suivant un barème compris entre le traitement fixé par l'Assemblée générale pour le poste de directeur et les traitements et salaires les plus élevés payés pour les travaux de sténographie et de bureau et le travail manuel au siège de l'Organisation.

## 4. HEURES DE TRAVAIL

### Article 17

Le temps des membres du personnel est tout entier à la disposition du Secrétaire général. Celui-ci fixe la semaine normale de travail.

## 5. CONGÉS

### Article 18

Les membres du personnel ont droit à des congés de maladie, des congés de maternité, des congés spéciaux, des congés annuels pris sur place et dans leurs foyers, selon les règles fixées par le Secrétaire général.

## 6. MESURES DISCIPLINAIRES

### Article 19

Le Secrétaire général peut appliquer des mesures disciplinaires aux membres du personnel dont la conduite ou le travail ne donne pas satisfaction. Il peut congédier un membre du personnel qui fait preuve de négligence dans ses devoirs de façon habituelle. Il peut renvoyer sans préavis un membre du personnel coupable de faute grave.

## 7. RÉSILIATION DES CONTRATS

### Article 20

L'âge de retraite des membres du personnel est normalement fixé à 60 ans. Dans des circonstances exceptionnelles, le Secrétaire général peut, dans l'intérêt de l'Organisation, prolonger cette limite jusqu'à 65 ans.

### Article 21

Le Secrétaire général peut résilier l'engagement d'un membre du personnel si les nécessités du service exigent la suppression de son poste ou une réduction de personnel ou si les services de l'intéressé ne donnent pas satisfaction.

### Article 22

Si le Secrétaire général résilie un engagement en application de l'article 21, il doit donner un préavis minimum de trois mois et verser une indemnité équivalente au minimum à trois mois de traitement. Le montant de l'indemnité doit augmenter proportionnellement à la durée des services sans pouvoir dépasser l'équivalent de neuf mois de traitement. Les dispositions qui précèdent concernant le préavis et l'indemnité ne sont pas applicables aux stagiaires, aux personnes nanties de contrats à court terme ou aux personnes faisant l'objet d'un renvoi immédiat.

### Article 23

Le Secrétaire général instituera une procédure administrative d'enquête et d'appel applicable en matière de discipline ou de résiliation de contrat. Cette procédure devra prévoir la participation du personnel.

## 8. FRAIS DE VOYAGE ET INDEMNITÉS

### Article 24

Les frais de voyage et indemnités des membres du personnel autorisés à voyager pour le service de l'Organisation sont à la charge de celle-ci aux conditions que pourra fixer le Secrétaire général.

### Article 25

Sous réserve des conditions que pourra fixer le Secrétaire général, l'Organisation paiera les frais de déménagement et les frais de voyage et indemnités des membres du personnel et, le cas échéant, de leur femme et des enfants à leur charge,

(a) lors de leur nomination au Secrétariat et lorsqu'ils auront ultérieurement à changer officiellement de résidence,

(b) à des intervalles appropriés pour un voyage à destination et en provenance du lieu reconnu comme étant le lieu où l'intéressé avait ses foyers lors de son engagement,

(c) lors de la résiliation de l'engagement.

## 9. CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL

### Article 26

En attendant l'institution d'un régime permanent de pension, il sera opéré une retenue sur les traitements des membres du personnel au profit d'une caisse de prévoyance à laquelle l'Organisation versera également une contribution.

## 10. INDEMNITÉS SPÉCIALES

### Article 27

Tout fonctionnaire qui est victime d'un accident en cours de service ou qui est obligé d'interrompre ses fonctions, par suite de maladie directement imputable au travail qu'il accomplissait à l'Organisation recevra une juste indemnité. En cas de décès survenu dans ces circonstances, une juste indemnité sera versée à sa veuve ou à telles des personnes se trouvant à sa charge, que déterminera le Secrétaire général.

## 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 28

Les dispositions du présent règlement peuvent être complétées ou amendées par l'Assemblée générale sans préjudice des droits acquis des membres du personnel.

### Article 29

Le Secrétaire général fait annuellement rapport à l'Assemblée générale sur les dispositions relatives au statut du personnel, y compris les amendements à ce statut, qu'il établira en vue de donner effet au présent règlement.

## 4. DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

### A.

Le système budgétaire et financier permanent de l'Organisation devrait être aménagé de façon à permettre à l'Organisation de fonctionner d'une manière efficace et économique et inspirer confiance aux Membres.

*En conséquence l'Assemblée générale décide:*

1. Que des dispositions soient prises sur la base des principes généraux énoncés dans la section 2 du chapitre IX du Rapport de la Commission préparatoire et du règlement financier provisoire en ce qui concerne la procédure budgétaire, la perception et la garde des fonds, le contrôle des dépenses et la vérification des comptes.

2. Que pour faciliter l'examen des questions administratives et budgétaires par l'Assemblée générale et sa Commission des questions administratives et budgétaires, soit nommée, au début de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, une Commission consultative pour les questions administratives et budgétaires comprenant neuf membres (au lieu de sept, comme il est prévu à l'article 37 du règlement intérieur provisoire) et dont les fonctions seraient les suivantes:

(a) procéder à un examen du budget soumis

par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et faire rapport sur ce budget;

(b) donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui seraient renvoyées;

(c) examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions;

(d) examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et faire rapport à l'Assemblée à leur sujet.

Cette Commission n'examinera les questions de personnel que sous leur aspect budgétaire et des représentants du personnel auront le droit de se faire entendre par la Commission.

3. Qu'une Commission permanente des contributions, comprenant dix experts (au lieu de sept, comme il est prévu à l'article 40 du règlement intérieur provisoire) soit nommée avec mission de préparer un barème détaillé de répartition des dépenses fondée sur les principes énoncés au paragraphe 13 de la section 2 du chapitre IX du Rapport de la Commission préparatoire et qui serait examiné pendant la deuxième partie de la première session.

#### B.

En vue de l'élaboration d'un plan d'ensemble pour la structure administrative et budgétaire de l'Organisation,

*L'Assemblée générale:*

4. *Recommande* que le Secrétaire général nomme à bref délai un petit groupe consultatif d'experts, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 23 à 26 de la section 2 du chapitre IX du Rapport de la Commission préparatoire qui exercerait les fonctions indiquées par la Commission préparatoire dans les paragraphes 23 à 26 de la section 2 du chapitre IX de son Rapport, y compris celles mentionnées dans le règlement financier provisoire.

#### C.

Après avoir soumis à un examen général le projet de règlement financier provisoire présenté par la Commission préparatoire,

*L'Assemblée générale:*

5. *Adopte* le règlement financier provisoire tel qu'il a été modifié et sous la forme dans laquelle il est reproduit à l'annexe I du présent rapport.

#### D.

Les Membres devraient bénéficier, dans toute la mesure possible, des mêmes facilités pour participer aux travaux de l'Organisation.

*En conséquence l'Assemblée générale décide que:*

6. Les frais de voyage réels, des représentants ou de leurs suppléants, qui se rendent aux réunions de l'Assemblée générale ou qui en reviennent, seront couverts par le budget de l'Organisation à condition que le nombre des délégués dont les dépenses sont ainsi payées soit limité à cinq par Etat Membre. Le montant maximum du remboursement ne dépassera par l'équivalent du prix d'un voyage en première classe, par un moyen de transport public reconnu et suivant un trajet approuvé, de la capitale de l'Etat Membre au lieu de réunion de l'Assemblée générale et ne comprendra pas le paiement des frais d'entretien sauf dans le cas où ces frais sont compris dans le tarif officiel en première classe d'un moyen de transport public reconnu. Le remboursement à chaque Etat Membre des frais de voyage effectifs des représentants

ou de leurs suppléants qui se rendent aux réunions de l'Assemblée générale ou qui en reviennent s'effectuera au moyen d'un ajustement de la contribution annuelle de l'Etat intéressé.

#### E.

*L'Assemblée générale décide:*

7. Que le Secrétaire générale, après s'être mis en rapport avec le Groupe consultatif mentionné ci-dessus, devrait être à même de faire à l'Assemblée générale dans la deuxième partie de la première session des recommandations sur les décisions à prendre au sujet des questions administratives et budgétaires, notamment:

(a) la forme du budget;

(b) la procédure à suivre pour l'examen du budget par la Commission consultative pour les questions administratives et budgétaires et la présentation à l'Assemblée générale du rapport de la Commission;

(c) l'organisation du contrôle des dépenses;

(d) les moyens de faire face aux dépenses extraordinaires;

(e) la constitution d'un fonds de roulement;

(f) la nature et l'importance des fonds spéciaux;

(g) la portée et les méthodes de vérification des comptes et la procédure à suivre pour la présentation du rapport des vérificateurs à la Commission consultative et à l'Assemblée générale.

#### F.

*L'Assemblée générale:*

8. Prend acte des observations faites dans les paragraphes 5, 10 et 11 de la section 2 du chapitre IX du Rapport de la Commission préparatoire relatifs à l'établissement, à la présentation et à l'exécution du budget, à l'encaissement et à la gestion des fonds et à la monnaie dans laquelle les comptes seront libellés, qu'elle transmet au Secrétaire général pour information et examen.

#### G.

*L'Assemblée générale décide que:*

9. Des crédits s'élevant à 21.500.000 dollars sont ouverts pour les objets suivants:

	Dollars (US)
Section I Dépenses de l'Assemblée générale et des Conseils	1.500.000
Section II Dépenses du Secrétariat.....	16.510.750
Section III Dépenses de la Cour internationale de justice .....	617.250
Section IV Dépenses imprévues .....	2.000.000
Section V Dépenses de la Commission préparatoire et frais occasionnés par la réunion de l'Assemblée générale pour la première partie de la première session .....	872.000

10. Les montants ci-dessus doivent être disponibles pour le paiement des dépenses engagées avant le 1er janvier 1947. Le Secrétaire général peut autoriser par écrit des virements de crédit entre les sections énumérées ci-dessus ou à l'intérieur de chacune d'entre elles.

#### H.

*L'Assemblée générale décide:*

11. De constituer un fonds de roulement d'un montant de 25.000.000 de dollars (US)

12. Les Membres des Nations Unies feront des avances provisoires au fonds de roulement conformément au barème provisoire ci-joint qui n'est utilisé que pour des raisons de commodité et n'

constitue en aucune manière un précédent en ce qui concerne la fixation des contributions.

13. Ces avances seront réajustées, lors de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, conformément au barème qui sera adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Membres au premier budget annuel.

14. Exceptions faites des réajustements qui pourraient résulter d'une modification au barème mentionné au paragraphe 3 ci-dessus, les avances au fonds de roulement ne seront pas défalquées des contributions des Membres au premier budget annuel.

15. L'Assemblée générale, à la deuxième partie de sa première session (septembre 1946), fixera le montant auquel devrait être maintenu le fonds de roulement ainsi que la méthode et le règlement des déductions opérées sur les contributions ou autres réajustements ultérieurs.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946*

# BARÈME PROVISOIRE D'AVANCES AU FONDS DE ROULEMENT

	Barème provisoire	Montant des avances (en dollars U.S.)
Argentine .....	2.983	745.750
Australie .....	2.875	718.750
Belgique .....	1.329	332.250
Bolivie .....	0.256	64.000
Bésil .....	2.983	745.750
RSS de Biélorussie .....	0.738	184.500
Canada .....	4.362	1.090.500
Chili .....	0.994	248.500
Chine .....	6.400	1.600.000
Colombie .....	0.610	152.500
Costa Rica .....	0.049	12.250
Cuba .....	0.610	152.500
Tchécoslovaquie .....	1.447	361.750
Danemark .....	0.640	160.000
République Dominicaine .....	0.049	12.250
Equateur .....	0.049	12.250
Egypte .....	1.497	374.250
Salvador .....	0.049	12.250
Ethiopie .....	0.256	64.000
France .....	5.602	1.400.000
Grèce .....	0.394	98.500
Guatemala .....	0.049	12.250
Haiti .....	0.049	12.250
Honduras .....	0.049	12.250
Inde .....	4.391	1.097.750
Iran .....	0.610	152.500
Irak .....	0.384	96.000
Liban .....	0.049	12.250
Libéria .....	0.049	12.250
Luxembourg .....	0.049	12.250
Mexique .....	1.615	403.750
Pays-Bas .....	1.428	357.000
Nouvelle-Zélande .....	0.994	248.500
Nicaragua .....	0.049	12.250
Norvège .....	0.640	160.000
Panama .....	0.049	12.250
Paraguay .....	0.049	12.250
Pérou .....	0.610	152.500
Philippines .....	0.256	64.000
Pologne .....	1.231	307.750
Arabie saoudite .....	0.395	73.750
Syrie .....	0.197	49.250
Afrique du Sud .....	1.989	497.250
Turquie .....	1.497	374.250
RSS d'Ukraine .....	1.231	307.750
URSS .....	6.892	1.723.000
Royaume-Uni.....	14.768	3.692.750
Etats-Unis .....	24.614	6.153.500
Uruguay .....	0.502	125.500
Vénézuëla .....	0.502	125.500
Yougoslavie .....	0.738	184.500
	<u>100.000</u>	<u>25.000.000</u>

## ANNEXE I

### RÈGLEMENT FINANCIER PROVISOIRE

#### 1. EXERCICE FINANCIER

##### Article 1

L'exercice financier coïncide avec l'année civile 1er janvier-31 décembre.

#### II. BUDGET PROVISOIRE

##### Article 2

Le Secrétaire général présentera un budget provisoire pour l'exercice 1946 au cours de la première partie de la première session de l'Assemblée générale. Le budget provisoire, tel qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale, restera en vigueur jusqu'à ce que le premier budget annuel de l'Organisation ait été adopté par l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de sa première session.

##### Article 3

Les prévisions de dépenses inscrites dans le budget provisoire seront réparties sous deux titres distincts: le Secrétariat et les organes qu'il dessert; la Cour internationale de justice. Le titre premier sera divisé en chapitres généraux de dépenses; exemples: traitements, salaires, frais de déplacement, frais divers, loyer des immeubles, matériel et mobilier des bureaux, bibliothèque, imprévus, et présenté suivant un modèle déterminé par le Secrétaire général après avis du Groupe consultatif d'Experts.

##### Article 4

Le budget provisoire couvrira les dépenses prévues pour l'année civile 1946, les dépenses de la Commission préparatoire et les dépenses entraînées par la première session de l'Assemblée générale et engagées antérieurement au 31 décembre 1945.

#### III. FONDS DE ROULEMENT

##### Article 5

Les dépenses prévues au budget provisoire seront couvertes par un fonds de roulement qui sera constitué au moyen d'avances effectuées par les Membres suivant un barème de répartition déterminé par l'Assemblée générale.

##### Article 6

Lorsque l'Assemblée générale aura adopté le budget provisoire et fixé le montant du fonds de roulement, le Secrétaire général devra:

(a) faire connaître aux Membres le montant maximum de leurs engagements en ce qui concerne le fonds de roulement;

(b) les inviter à remettre le montant de leurs avances aux époques et suivant les taux qui auront été fixés;

(c) poursuivre par la suite auprès des Membres et par fractions successives suivant les besoins, le recouvrement des sommes restant dues sur les avances préalablement déterminées.

##### Article 7

Toutes les avances faites au fonds de roulement seront calculées et payées dans la monnaie de l'Etat sur le territoire duquel l'Organisation aura son siège.

#### IV. PREMIER BUDGET ANNUEL

##### Article 8

Le Secrétaire général présentera le premier budget annuel de l'Organisation des Nations Unies à l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de la première session. Il prendra les dispositions nécessaires pour que le budget soit examiné au préalable par le Groupe consultatif d'Experts.

##### Article 9

Les prévisions des dépenses afférentes au premier budget annuel devront, dans la mesure du possible, être réparties en titres distincts divisés en chapitres généraux de dépenses suivant les indications de l'article 3. La forme exacte de ces prévisions sera déterminée par le Secrétaire général après avis du Groupe consultatif d'Experts.



#### Article 10

Le budget sera accompagné:

(a) d'un résumé des dépenses prévues, par chapitres distincts divisés en titres généraux appropriés;

(b) d'un tableau général des recettes;

(c) d'un tableau indiquant le montant des contributions de chaque Membre d'après le barème approuvé.

#### Article 11

Après adoption du budget par l'Assemblée générale et répartition de la dépense totale entre les Membres, suivant le barème adopté, le Secrétaire général communiquera aux Membres tous les documents utiles et les invitera à verser le plus tôt possible le montant de leur contribution.

### V. MONNAIE UTILISÉE POUR LA FIXATION ET LE PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

#### Article 12

Les contributions des Membres sont fixées et payées dans la monnaie de l'Etat où l'Organisation des Nations Unies a son siège.

### VI. UTILISATION DES CRÉDITS

#### Article 13

L'adoption du budget par l'Assemblée générale comporte autorisation pour le Secrétaire général d'engager les dépenses pour lesquelles des crédits ont été votés et jusqu'à concurrence du montant de ces crédits. Le Secrétaire général répartit par écrit, entre les divers articles de dépenses et préalablement à tout engagement, ordonnancement ou paiement, les crédits votés par l'Assemblée générale. Il tient registre de ces imputations ainsi que des engagements de dépenses de façon à faire apparaître à tout moment le solde disponible au titre de chaque article.

### VII. CONTRÔLE INTÉRIEUR

#### Article 14

Le Secrétaire général:

(a) fixe les détails du règlement financier et de la procédure budgétaire de manière à assurer une gestion financière efficace et économique;

(b) fait tenir une compatibilité de toutes les acquisitions de capital ainsi que de tout le matériel neuf ou en service;

(c) il présentera aux commissaires aux comptes, en même temps que la comptabilité proprement dite, un état du matériel existant au 31 décembre 1946 ainsi que de l'actif et du passif de l'Organisation arrêté à la même date;

(d) prescrit que les paiements soient effectués sur la base de pièces comptables et d'autres documents attestant que les services ou les marchandises faisant l'objet du paiement ont bien été reçus et n'ont pas été réglés auparavant;

(e) désigne les fonctionnaires autorisés à engager les dépenses et à effectuer des paiements au nom de l'Organisation;

(f) établit un système de contrôle financier intérieur permettant d'exercer une surveillance permanente ou une révision d'ensemble effective des transactions financières, en vue:

(i) de constater la régularité des opérations d'encaissement, de sortie et de dépôt des fonds et des autres ressources financières de l'Organisation;

(ii) de vérifier la conformité des dépenses avec les prévisions votées par l'Assemblée générale;

(iii) de découvrir toute utilisation abusive des ressources de l'Organisation.

#### Article 15

Le Secrétaire général pourra, lorsqu'il le jugera opportun, provoquer, par voie d'annonces, des offres de soumission.

### VIII. COMPTABILITÉ

#### Article 16

La comptabilité de l'Organisation est tenue dans la monnaie de l'Etat où les Nations Unies ont leur siège.

#### Article 17

Il sera établi un compte "caisse," au crédit duquel seront portées toutes les recettes de l'Organisation. Le compte "caisse" sera subdivisé en autant de catégories de recettes qu'il apparaîtra nécessaire.

#### Article 18

Les fonds seront déposés à un ou plusieurs comptes de banque, selon les besoins; les comptes séparés, ou les fonds spéciaux impliquant des avoirs distincts, seront inscrits aux dépenses du compte "caisse," conformément aux règles qui seront fixées quant à l'objet, aux buts et aux spécifications desdits comptes et fonds.

#### Article 19

La comptabilité comprend:

(a) la comptabilité budgétaire, faisant ressortir pour chaque article du budget:

(i) le crédit ouvert à l'origine;

(ii) le crédit après modification éventuelle par virement;

(iii) les engagements de dépenses;

(iv) le solde disponible.

(b) un compte de caisse montrant toutes les recettes en espèces et les paiements effectivement opérés;

(c) le compte du fonds de roulement exceptionnel;

(d) un compte de capital faisant apparaître:

(i) les acquisitions de capital;

(ii) le matériel et les installations achetés et à l'inventaire;

(e) le bilan arrêté au 31 décembre 1946.

### IX. DÉSIGNATION DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### Article 20

Les commissaires aux comptes sont choisis parmi des personnes n'appartenant pas à l'Organisation; leur mode de nomination sera déterminé par l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de sa première session. Ils seront chargés de vérifier les comptes afférents à la période prenant fin le 31 décembre 1946.

### X. DÉPÔT DES FONDS

#### Article 21

Le Secrétaire général désigne, après avis du Groupe consultatif d'Experts, la banque ou les banques dans lesquelles seront déposés les fonds de l'Organisation.

### XI. TRANSFERS BUDGÉTAIRES PENDANT L'EXERCICE FINANCIER 1946

#### Article 22

Le Secrétaire général sera autorisé à opérer des virements à l'intérieur du budget pendant l'exercice financier 1946; les virements ne seront effectués que sur sa autorisation écrite.

### 5. AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISOIRE

L'Assemblée générale décide:

Que les articles 37 et 40 et les articles additionnels J et K du règlement intérieur provisoire seront modifiés comme suit:

#### Article 37

L'Assemblée générale nomme une Commission consultative pour les questions administratives et budgétaires (désignée ci-après par l'expression "Commission consultative") comprenant <sup>ne</sup> membres, dont deux au moins sont des experts financiers réputés.

#### Article 40

L'Assemblée générale nomme un Comité technique des contributions composé de dix membres

#### Article additionnel J

A la seconde partie de la première session, l'Assemblée générale élira simultanément, conformément à l'article 75, les neuf membres de la Commission consultative sur les questions administratives et budgétaires, dont deux au moins seront des experts financiers réputés. Par un deuxième scrutin, l'Assemblée générale désignera trois de ces membres qui devront comprendre un expert financier, pour la période de trois ans prévue et, par un troisième scrutin, trois des autres membres, qui devront comprendre un expert financier, pour la période de deux ans prévue.

#### Article additionnel K

Au cours de la première partie de la première session, l'Assemblée générale élira simultanément, et suivant l'article 75, les dix membres du Comité des contributions. Elle désignera ensuite, par un deuxième scrutin, quatre de ces membres pour la période de trois ans prévue et, par un troisième scrutin, trois autres membres pour la période de deux ans prévue.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

### 6. NOMINATION D'UN COMITÉ DES CONTRIBUTIONS

*L'Assemblée générale:*

1. *Déclare* que les personnes suivantes sont élus membres du Comité des contributions dont

le mandat est défini à l'article 42 du règlement intérieur provisoire:

Mr. Paul H. APPLEBY  
M. M. BAUMONT  
Mr. J. P. BRIDGEN  
Mr. CHI Chao-ting  
Mr. Seymour JACKLIN  
Sir Cecil KISCH  
M. Pavle LUKIN  
M. MARTINEZ CABAÑAS  
M. Nedim EL-PACHACHI  
M. Nicolai V. ORLOV

2. *Déclare* que les personnes suivantes sont élus pour une période de 3 ans:

Mr. J. P. BRIDGEN  
Mr. Seymour JACKLIN  
M. MARTINEZ CABAÑAS  
M. Nicolai V. ORLOV

et que:

M. M. BAUMONT  
Sir Cecil KISCH  
M. Nedim EL-PACHACHI

sont élus pour une période de deux ans.

3. *Attire l'attention* du Comité sur les paragraphes 12, 13 et 14 du rapport sur les dispositions d'ordre budgétaire et financier figurant à la section 2 du chapitre IX du Rapport de la Commission préparatoire.

4. *Demande* au Comité de lui présenter un barème détaillé de répartition des dépenses pour qu'il soit examiné au cours de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

### XIII. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIEME COMMISSION

#### 1. AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISOIRE

##### Article 33

*L'Assemblée générale décide:*

(a) d'ajouter à la fin de l'article 33 la phrase suivante:

"Il ne prendra toutefois de décisions sur aucune question politique."

(b) d'ajouter à la suite de l'article 33 un nouvel article 33A ainsi conçu:

"Tout Membre de l'Assemblée générale qui ne fait pas partie du Bureau et qui a demandé l'insertion d'une nouvelle question à l'ordre du jour, aura le droit d'assister à la séance du Bureau au cours de laquelle sa demande sera examinée, et pourra participer, sans droit de vote, aux débats sur cette question."

##### Article 73

*L'Assemblée générale décide:*

d'amender l'article 73 par l'adjonction de la phrase ci-après:

"Il ne sera pas fait de présentation de candidatures."

##### Article supplémentaire T

*L'Assemblée générale décide:*

d'amender l'article additionnel T de la manière suivante:

"En attendant l'adoption des règles définitives visées à l'Article 62, paragraphe 4, de la Charte, au sujet de la convocation de conférences internationales, le Conseil économique et social peut, après avoir pris l'avis des Membres de l'Organisation, convoquer des conférences internationales, conformément à l'esprit de l'Article 62, sur toute question relevant de la compétence du Conseil et notamment sur la question du commerce et de l'emploi internationaux, la question de l'ajustement équitable des prix sur le marché international et la question de la santé publique."

*Dix-huitième séance plénière, le 26 janvier et dix-neuvième séance plénière, le 29 janvier 1946.*

#### 2. COMMISSIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

*L'Assemblée générale a pris acte du rapport de la sixième Commission (document A/36) et adopté les conclusions de ce dernier.*

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

#### 3. EMOLUMENTS DES JUGES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE<sup>1</sup>

*L'Assemblée générale décide:*

de fixer les émoluments des juges de la Cour internationale de justice sur les bases suivantes:

*Florins hollandais*

Président:		
Traitement annuel.....	.....	54.000
Allocation spéciale.....	.....	15.000
Vice président:		
Traitement annuel.....	.....	54.000

<sup>1</sup> Cette résolution s'appuie sur la recommandation conjointe des Cinquième et Sixième Commissions.

Allocation de 100 florins pour chaque jour où il remplit les fonctions de Président, à concurrence d'un maximum de 10.000

Membres:

Traitement annuel..... 54.000

Juges visés à l'article 31 du Statut:

Allocation de 120 florins pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions, plus une indemnité journalière de séjour de 60 florins.

*Vingt-troisième séance plénière, le 6 février 1946.*

#### 4. PENSIONS DES JUGES ET DU PERSONNEL DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

*L'Assemblée générale, désireuse d'assurer aux juges, au greffier et au personnel de la Cour internationale de justice des pensions suffisantes et raisonnables, charge le Secrétaire général d'établir, en consultation avec le greffier de la Cour, un projet de pensions pour les juges, le greffier et le personnel de la Cour, qu'il soumettra à la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale.*

*Vingt-troisième séance plénière, le 6 février 1946.*

#### 5. MESURES NÉCESSAIRES À LA CONVOCATION DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Il est souhaitable que la Cour internationale de justice se réunisse aussitôt que possible après l'élection de ses membres par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

Au cours d'une correspondance échangée avec le Secrétaire du Conseil de direction de la Fondation Carnegie, le Secrétaire exécutif a pu constater que ce Conseil était disposé à rencontrer des représentants des Nations Unies à La Haye pour engager des négociations préliminaires en vue de fixer les conditions auxquelles les locaux du Palais de la Paix à La Haye, nécessaires à la Cour internationale de justice, pourront être mis à la disposition de celle-ci.

*En conséquence, l'Assemblée générale charge le Secrétaire général:*

1. De prendre les mesures nécessaires pour convoquer une première session de la Cour à La Haye, aussitôt qu'il sera possible de le faire après l'élection des membres de la Cour;

2. De nommer un Secrétaire et tous autres fonctionnaires temporaires dont la Cour pourra avoir besoin, et qui demeureront en fonctions aussi longtemps que la Cour le désirera, en attendant que le greffier et les fonctionnaires aient été nommés par la Cour;

3. D'engager des négociations préliminaires avec le Conseil de direction de la Fondation Carnegie à La Haye ou en un autre lieu approprié, en vue de fixer les conditions auxquelles les locaux du Palais de la Paix à La Haye, qui sont nécessaires à la Cour internationale de justice, pourront être mis à la disposition de celle-ci, ces conditions devant faire l'objet d'un accord qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

*Vingt-huitième séance plénière, le 10 février 1946.*



## 6. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES NATIONS UNIES

### A.

RÉSOLUTION RELATIVE À L'ADOPTION DE LA CONVENTION GÉNÉRALE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS À ACCORDER À L'ORGANISATION ET TEXTE DE LA CONVENTION.

L'Assemblée générale approuve le texte ci-annexé de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, et soumet cette convention à chacun de leurs Membres aux fins d'adhésion.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

### CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET LES IMMUNITÉS DES NATIONS UNIES

Considérant que l'Article 104 de la Charte des Nations Unies stipule que l'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts;

Considérant que l'Article 105 de la Charte des Nations Unies stipule que l'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour atteindre ses buts, et que les représentants des Membres des Nations Unies et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation;

En conséquence par une résolution adoptée le 13 février 1946 l'Assemblée générale a approuvé la convention suivante et la propose à l'adhésion de chacun des Membres des Nations Unies.

#### ARTICLE I

##### *Personnalité juridique*

Section 1. L'Organisation des Nations Unies possède la personnalité juridique. Elle a la capacité:

- (a) de contracter;
- (b) d'acquérir et de vendre des biens immobiliers et mobiliers;
- (c) d'ester en justice.

#### ARTICLE II

##### *Biens, Fonds et Avoirs*

Section 2. L'Organisation des Nations Unies, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège ou leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé, dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Section 3. Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel soit leur détenteur sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Section 4. Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables, où qu'ils se trouvent.

Section 5. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

- (a) l'Organisation peut détenir des fonds, de l'or ou des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- (b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elle en

toute autre monnaie.

Section 6. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 5 ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies tiendra compte de toutes représentations du Gouvernement d'un Etat Membre, dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Section 7. L'Organisation des Nations Unies, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

(a) exonérés de tout impôt direct. Il demeure entendu, toutefois, que l'Organisation ne peut demander l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique.

(b) exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

(c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Section 8. Bien que l'Organisation des Nations Unies ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elle effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Membres prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

#### ARTICLE III

##### *Facilités de Communications*

Section 9. L'Organisation des Nations Unies bénéficiera, sur le territoire de chaque Membre, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par lui à tout autre gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi que sur les tarifs de presse pour les informations à la presse et la radio. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront être censurées.

Section 10. L'Organisation des Nations Unies aura le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

#### ARTICLE IV

##### *Représentants des Membres*

Section 11. Les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:

- (a) Immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants (y compris

leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;

(b) inviolabilité de tous papiers et documents;

(c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;

(d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

(e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

(f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques, et également;

(g) tels autres privilèges, immunités et facilités non incompatibles avec ce qui précède dont jouissent les agents diplomatiques, sauf le droit de réclamer l'exemption des droits de douane sur des objets importés (autres que ceux qui font partie de leurs bagages personnels) ou de droits d'accise ou de taxes à la vente.

*Section 12.* En vue d'assurer aux représentants des Membres aux organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'Organisation une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée, même après que ces personnes auront cessé d'être les représentants des Membres.

*Section 13.* Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujéti, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'Organisation des Nations Unies se trouveront sur le territoire d'un Etat Membre pour l'exercice de leurs fonctions, ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

*Section 14.* Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel l'immunité est accordée.

*Section 15.* Les dispositions des sections 11, 12 et 13 ne sont pas applicables dans le cas d'un représentant vis-à-vis des autorités de l'Etat dont il est ressortissant ou dont il est ou a été le représentant.

*Section 16.* Aux fins du présent article, le terme "représentants" est considéré comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

## ARTICLE V

### Fonctionnaires

*Section 17.* Le Secrétaire général déterminera les catégories des fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que de l'article VII. Il en soumettra la liste à l'Assemblée générale et en donnera ensuite communication aux gouvernements de tous les Membres. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués périodiquement aux gouvernements des Membres.

*Section 18.* Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies:

(a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

(b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies;

(c) seront exempts de toute obligation relative au service national;

(d) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;

(e) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement intéressé;

(f) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en période de crise internationale;

(g) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

*Section 19.* Outre les privilèges et immunités prévus à la section 18, le Secrétaire général et tous les Sous-secrétaires généraux, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités, accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.

*Section 20.* Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et pourra être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général, le Conseil de sécurité a qualité pour prononcer la levée de immunités.

*Section 21.* L'Organisation des Nations Unies collaborera, en tous temps, avec les autorités compétentes des Etats Membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans le présent article.

## ARTICLE VI

### Experts en Missions pour l'Organisation des Nations Unies

*Section 22.* Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article V), lorsqu'ils accomplis



sent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris le temps du voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités suivants:

(a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;

(b) immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir des missions pour l'Organisation des Nations Unies;

(c) inviolabilité de tous papiers et documents;

(d) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;

(e) les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

(f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

*Section 23.* Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

## ARTICLE VII

### *Laissez-Passer des Nations Unies*

*Section 24.* L'Organisation des Nations Unies pourra délivrer des laissez-passer à ses fonctionnaires. Ces laissez-passer seront reconnus et acceptés, par les autorités des Etats Membres, comme titre valable de voyage en tenant compte des dispositions de la section 25.

*Section 25.* Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des titulaires de ces laissez-passer, et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte de l'Organisation, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

*Section 26.* Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 25 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte de l'Organisation.

*Section 27.* Le Secrétaire général, les Sous-secrétaires généraux et les directeurs, voyageant pour le compte de l'Organisation et munis d'un laissez-passer délivré par celle-ci, jouiront des mêmes facilités que les envoyés diplomatiques.

*Section 28.* Les dispositions du présent article peuvent être appliquées aux fonctionnaires, de rang analogue, appartenant à des institutions spécialisées, si les accords fixant les relations desdites institutions avec l'Organisation, aux termes de l'Article

63 de la Charte, comportent une disposition à cet effet.

## ARTICLE VIII

### *Règlement des Différends*

*Section 29.* L'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

(a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie;

(b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée par le Secrétaire général.

*Section 30.* Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention sera portée devant la Cour internationale de justice, à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement. Si un différend surgit entre l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et un Membre, d'autre part, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé, sera demandé en conformité de l'Article 96 de la Charte et de l'article 65 du Statut de la Cour. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif.

## ARTICLE FINAL

*Section 31.* La présente convention est soumise pour adhésion à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

*Section 32.* L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et la convention entrera en vigueur à l'égard de chaque Membre, à la date du dépôt par ce Membre de son instrument d'adhésion.

*Section 33.* Le Secrétaire général informera tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies du dépôt de chaque adhésion.

*Section 34.* Il est entendu que lorsqu'un instrument d'adhésion est déposé par un Membre quelconque, celui-ci doit être en mesure d'appliquer, en vertu de son propre droit, les dispositions de la présente convention.

*Section 35.* La présente convention restera en vigueur entre l'Organisation des Nations Unies et tout Membre qui aura déposé son instrument d'adhésion, tant que ce Membre sera Membre de l'Organisation ou jusqu'à ce qu'une convention générale révisée ait été approuvée par l'Assemblée générale et que ledit Membre soit devenu partie à cette dernière convention.

*Section 36.* Le Secrétaire général pourra conclure, avec un ou plusieurs Membres, des accords additionnels, aménageant, en ce qui concerne ce Membre ou ces Membres, les dispositions de la présente convention. Ces accords additionnels seront dans chaque cas soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

## B.

RÉSOLUTION RELATIVE AUX NÉGOCIATIONS À ENTAMER AVEC LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE SUR LES DISPOSITIONS À PRENDRE À LA SUITE DE L'ÉTABLISSEMENT AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DU SIÈGE DE L'ORGANISATION, AVEC LE TEXTE D'UN PROJET DE CONVENTION DESTINÉ À SERVIR DE BASE DE DISCUSSION POUR CES NÉGOCIATIONS.

1. L'Assemblée générale autorise le Secrétaire général (assisté d'un comité composé de personnes

désignées par les gouvernements des pays suivants: Australie, Belgique, Bolivie, Chine, Cuba, Egypte, France, Pologne, Royaume-Uni, Union des Républiques socialistes soviétiques) à négocier avec les autorités compétentes des Etats-Unis d'Amérique tous arrangements rendus nécessaires par l'établissement du siège permanent de l'Organisation des Nations Unies aux Etats-Unis d'Amérique.

2. Le projet de convention ci-joint est transmis par l'Assemblée générale au Secrétaire général afin de servir de base de discussion au cours des négociations.

3. Le Secrétaire général fera rapport, à la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, sur les résultats de ces négociations.

4. Tout accord conclu à la suite de ces négociations (à l'exception d'accords purement temporaires) avec les autorités compétentes des Etats-Unis sera subordonné à l'approbation de l'Assemblée générale avant d'être signé au nom des Nations Unies.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

#### CONVENTION ENTRE LES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

(Ce projet a été conçu dans l'hypothèse qu'aucune personne privée ne résiderait dans la zone où sera établi le siège de l'Organisation des Nations Unies.)

#### L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Désireux de conclure une convention en vue d'assurer l'exécution de la résolution adoptée par l'Assemblée générale.....d'établir le siège des Nations Unies à.....et de régler les questions soulevées par cette décision:

Ont signé, à cet effet, comme plénipotentiaires:

L'Organisation des Nations Unies.....  
le Secrétaire général

Le Gouvernement des  
Etats-Unis d'Amérique .....  
qui sont convenus de ce qui suit:

#### ARTICLE I

##### Definitions

Section 1. Aux termes de cette convention:

(a) l'expression "zone" désigne l'étendue de territoire mentionnée à la section 2 ainsi que toutes les adjonctions qui pourront lui être faites;

(b) l'expression "législation des Etats-Unis d'Amérique" s'applique aux lois fédérales, aux lois des Etats, aux lois locales quelle que soit leur dénomination;

(c) l'expression "Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique" s'applique à un Etat ou à l'autorité compétente d'un Etat selon le contexte;

(d) l'expression "tribunaux des Etats-Unis d'Amérique" s'applique aux tribunaux fédéraux et d'Etats;

(e) l'expression "Nations Unies" désigne l'Organisation internationale créée par la Charte des Nations Unies.

#### ARTICLE II

##### Zone des Nations Unies

Section 2. Le siège des Nations Unies sera l'étendue de territoire située..... et marquée en rose sur la carte qui constitue l'annexe I. Des adjonctions pourront être faites ultérieurement à ce territoire, conformément aux dispositions de la section 8.

Section 3. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'engage à mettre l'Organisation des Nations Unies (au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention) immédiatement en possession de tout le terrain de la zone indiqué à l'annexe I, ainsi que tous les bâtiments qui s'y trouveront au moment du transfert, et de lui faire remettre la pleine et entière propriété de ceux-ci aussitôt que possible.

Section 4. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique assumera le plus tôt possible la responsabilité des mesures d'expropriation et de compensation qu'il pourra y avoir lieu de prendre, à l'égard de tous les intérêts liés au terrain et aux bâtiments cédés à l'Organisation des Nations Unies.

Section 5. En accord avec la section 4, l'Organisation versera aux Etats-Unis d'Amérique, un prix équitable pour le terrain et les bâtiments ainsi cédés. Cette somme sera portée au crédit des Etats-Unis, dans les comptes des Nations Unies et déduits, au cours d'une période déterminée, des contributions dues par les Etats-Unis d'Amérique. A défaut d'accord, ce prix et cette période seront déterminés par un expert désigné par le Président de la Cour internationale de justice.

Section 6. L'Organisation des Nations Unies aura un droit exclusif sur le sous-sol du terrain ainsi cédé et, en particulier, le droit d'y faire toute construction souterraine et d'en tirer son approvisionnement en eau. Toutefois, elle n'aura pas le droit d'en exploiter les ressources minérales.

Section 7. L'Organisation des Nations Unies pourra construire dans la zone tout genre d'installations qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. En particulier, elle pourra installer ses propres stations émettrices et réceptrices de radiotélégraphie, y compris les services de radio-diffusion, de télétypie et de téléphotographie. L'Organisation se mettra d'accord avec l'Union internationale des télécommunications en ce qui concerne les longueurs d'ondes et toutes autres questions analogues.

Section 8. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, à la requête du Secrétaire général agissant en exécution d'une résolution de l'Assemblée générale, mettra l'Organisation immédiatement en possession de tous terrains supplémentaires qui seraient nécessaires pour la construction d'un aéroport, d'une gare de chemin de fer ou d'une station de télégraphie sans fil, ou pour toutes autres fins utiles à l'Organisation, et lui fera remettre la pleine et entière propriété de ceux-ci aussitôt que possible. Les dispositions 4, 5 et 6 s'appliqueront également aux terrains ainsi transférés.

Section 9. Au cas où le terrain transféré en application des dispositions de la section 8 ne serait pas contigu au reste de la zone, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique garantira la liberté des communications et de la circulation entre les diverses parties de la zone.

#### ARTICLE III

*Zone: Droit en Vigueur et Autorité compétente*

Section 10. La zone, y compris son espace aérien et son sous-sol, sera inviolable.

Section 11. Sauf dispositions contraires de la présente convention, la zone sera placée sous le contrôle et l'autorité de l'Organisation.

Section 12. Sans porter atteinte au caractère général de la section 11, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique renonce à sa juridiction pour tout ce qui concerne l'entrée et les conditions



de séjour ou de résidence dans la zone ainsi qu'à la construction ou la démolition de bâtiments à l'intérieur de la zone.

**Section 13.** Les officiers ou fonctionnaires des autorités administratives, judiciaires, militaires ou de police du territoire des Etats-Unis d'Amérique ne pourront entrer dans la zone pour y exercer leurs fonctions qu'avec l'autorisation du Secrétaire général et dans des conditions approuvées par celui-ci. L'exécution des actes de procédure, y compris la saisie de biens privés ne pourra avoir lieu à l'intérieur de la zone que dans des conditions approuvées par le Secrétaire général.

**Section 14.** Sans préjudice des dispositions qui figurent à l'annexe II et qui seront inscrites par la suite dans la Convention générale visée à la section 32, concernant les immunités des fonctionnaires de l'Organisation et des représentants des Etats Membres, l'Organisation ne permettra pas que la zone serve de refuge à une personne contre laquelle un mandat d'arrêt aura été lancé en vertu de la législation des Etats-Unis d'Amérique, qui est réclamée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour être extradée dans un autre pays, ou à une personne cherchant à se soustraire à l'action de la justice.

**Section 15.** Sous réserve des dispositions prévues à la section 16, la législation des Etats-Unis d'Amérique sera applicable à l'intérieur de la zone, notamment en ce qui concerne le droit civil et le droit pénal.

**Section 16.** L'Organisation des Nations Unies pourra édicter des règlements prévoyant des mesures de caractère administratif, applicables à la zone. Ces règlements prévaudront contre toutes dispositions contraires de la législation des Etats-Unis d'Amérique. Il est entendu qu'à l'intérieur de la zone, rien ne viendra restreindre la liberté individuelle et les libertés fondamentales de parole et de culte garanties par la Constitution des Etats-Unis et aucune discrimination raciale ne sera permise.

**Section 17.** Sans préjudice des dispositions de l'annexe II et par la suite de la Convention générale visée à la section 32, les tribunaux des Etats-Unis d'Amérique seront compétents pour connaître des actes accomplis ou des transactions effectuées à l'intérieur de la zone, dans la mesure où ils seraient compétents pour connaître d'actes ou de transactions analogues, à l'extérieur de la zone.

**Section 18.** Les tribunaux des Etats-Unis d'Amérique lorsqu'ils auront à connaître d'affaires nées à l'occasion d'actes accomplis, ou de transactions effectuées à l'intérieur de la zone, ou se rapportant à celles-ci, tiendront compte des règlements édictés par l'Organisation conformément à la section 16, bien qu'ils ne soient pas tenus d'infliger des peines pour infraction commise à l'encontre de ces règlements à moins que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'ait reconnu lesdits règlements avant que l'infraction n'ait été commise.

#### ARTICLE IV

##### *Communication et Circulation en Provenance ou à Destination de la Zone*

**Section 19.** Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique garantira à tout moment des moyens de communication suffisants pour se rendre dans la zone, et pour en sortir, à travers le territoire des Etats-Unis d'Amérique pour les personnes, la correspondance postale, les télégrammes et le transport des marchandises destinées à être utilisées ou consommées dans la zone.

**Section 20.** Les représentants des Etats Mem-

bres, quel que soit l'état des relations existant entre leur gouvernement et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, les fonctionnaires de l'Organisation et des institutions spécialisées, ainsi que les familles de ces représentants et de ces fonctionnaires, auront en tout temps le droit de traverser librement et en sécurité le territoire des Etats-Unis d'Amérique lorsqu'ils se rendent dans la zone ou en reviennent.

**Section 21.** Les représentants accrédités des agences d'informations, qu'il s'agisse de la presse, de la radio ou du cinéma, ainsi que les représentants des organisations non gouvernementales, reconnues par l'Organisation des Nations Unies aux fins de consultation jouiront également des droits définis à la section 20.

**Section 22.** L'application des règlements concernant l'immigration et de tous autres règlements relatifs aux conditions d'entrée et de résidence des étrangers, en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, ne devra en aucun cas porter atteinte aux droits définis aux sections 20 et 21. Les visas nécessaires aux personnes énumérées dans ces sections seront accordés gratuitement, sans retard et sans obligation pour l'intéressé de se présenter personnellement lors de la délivrance dudit visa.

**Section 23.** Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique accordera ou fera accorder des facilités pour l'octroi de visas et l'usage de moyens de transport aux personnes (autres que celles qui sont mentionnées aux sections 20 et 21) venant de l'étranger et désirant se rendre dans la zone. Le Secrétaire général de l'Organisation et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, si l'un ou l'autre en exprime le désir, devront procéder à un échange de vues au sujet de l'application de la présente section.

**Section 24.** Les dispositions du présent article ne pourront empêcher le Gouvernement des Etats-Unis de prendre des précautions nécessaires à la sécurité nationale, sous réserve que ces précautions ne puissent avoir pour effet de porter atteinte aux droits définis aux sections 19, 20 et 21.

#### ARTICLE V

##### *Représentants permanents auprès de l'Organisation*

**Section 25.** Les personnes accréditées auprès de l'Organisation, par les Etats Membres, comme représentants permanents et leur personnel, qu'ils résident à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone, seront reconnus par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique comme ayant droit, sur le territoire de ce pays, aux privilèges et immunités que ce Gouvernement accorde aux diplomates accrédités auprès de lui, et à leur personnel.

#### ARTICLE VI

##### *Mesures de police destinées à assurer la protection de la zone*

**Section 26.** Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique fera prendre aux limites de la zone, des mesures de police nécessaires à la protection de celle-ci et aura la responsabilité de veiller à ce que la tranquillité de la zone ne soit pas troublée par l'entrée, sans autorisation, de groupes venant de l'extérieur, ou par des désordres dans le voisinage immédiat de la zone.

**Section 27.** Sur la demande du Secrétaire général, le Gouvernement des Etats-Unis veillera à fournir les forces de police, qui pourraient être nécessaires pour assurer, à l'intérieur de la zone, le respect de la loi et le maintien de l'ordre et expulser les personnes qui auront, seront soupçon-

nées d'avoir commis ou seront sur le point de commettre des infractions y compris celles aux règlements administratifs de l'Organisation.

## ARTICLE VII

### *Services publics et agréments de la zone*

*Section 28.* Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique fera usage de tous les pouvoirs dont il dispose, pour faire en sorte que la zone soit dotée, dans des conditions équitables, des services publics nécessaires (entre autres l'électricité, l'eau, le gaz, les services postaux, téléphoniques et télégraphiques, l'évacuation des eaux et l'enlèvement des ordures) et que ces services fonctionnent sans interruption. En cas d'interruption ou de menace d'interruption de l'un quelconque de ces services, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique considérera que les besoins de la zone sont d'une importance égale à celle des services essentiels du Gouvernement des Etats-Unis lui-même. En conséquence, il prendra, dans cette éventualité, toutes les mesures qu'il adopterait en cas d'interruption ou de menace d'interruption de ces services pour les administrations essentielles du Gouvernement des Etats-Unis, afin de veiller à ce que les travaux des Nations Unies ne soient pas entravés.

*Section 29.* Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique veillera à ce que l'usage qui pourrait être fait des terrains avoisinant la zone, ne puisse en aucun cas porter atteinte aux agréments que comporte la zone et aux fins auxquelles elle est destinée.

## ARTICLE VIII

### *Questions relatives à l'application de la Convention*

*Section 30.* Le Secrétaire général et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se mettront d'accord sur les voies par lesquelles se fera la correspondance relative à l'application des dispositions de la présente convention et aux autres questions intéressant la zone. Le Gouvernement des Etats-Unis désignera auprès du Secrétaire général, si celui-ci en fait la demande, un représentant spécial chargé d'assurer la liaison.

*Section 31.* Dans la mesure où l'exécution de la présente convention nécessite la coopération et l'intervention d'un Etat ou d'une autre autorité non fédérale des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement des Etats-Unis conclura avec cet Etat ou cette autorité, les accords nécessaires à cet effet. La conclusion de ces accords, de même que l'adoption de toutes mesures législatives nécessaires par les Etats-Unis ou par l'Etat, devront intervenir avant la notification que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est tenu de faire, conformément à la section 35, avant que la présente convention entre en vigueur.

## ARTICLE IX

### *Rapports entre la présente Convention et la Convention générale*

*Section 32.* Les dispositions de l'annexe II seront applicables entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique jusqu'à ce que celui-ci devienne partie à la Convention générale concernant les privilèges et immunités de l'Organisation. Ces dispositions seront alors remplacées par celles de la Convention générale qui demeurera en vigueur aussi longtemps que la présente convention restera applicable.

*Section 33.* Les dispositions de la présente con-

vention seront complémentaires des dispositions de la Convention générale et, jusqu'à ce que le Gouvernement des Etats-Unis devienne partie à celle-ci, des dispositions de l'annexe II.

*Section 34.* Lorsqu'une disposition de la présente convention et une disposition de la Convention générale (ou de l'annexe II, selon le cas) auront trait au même sujet, les deux dispositions seront considérées, autant que possible, comme complémentaires et applicables toutes les deux; aucune d'entre elles ne limitera les effets de l'autre, mais en cas d'opposition irréductible, les dispositions de la présente convention prévaudront.

## ARTICLE X

### *Dispositions finales*

*Section 35.* La présente convention, déjà approuvée par une résolution de l'Assemblée générale, entrera en vigueur aussitôt que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura notifié au Secrétaire général qu'il dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour exécuter les stipulations de la convention. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique prendra toutes les mesures utiles pour pouvoir faire cette notification dans le plus bref délai possible, et, en tout cas, le . . . . . au plus tard.

*Section 36.* La présente convention demeurera en vigueur aussi longtemps que le siège de l'Organisation des Nations Unies restera sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique.

*Section 37.* Le siège de l'Organisation des Nations Unies ne sera transféré hors du territoire des Etats-Unis d'Amérique que si l'Organisation en décide ainsi.

*Section 38.* Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique offrira aux Nations Unies une somme équitable pour les terrains de la zone et tous les bâtiments et installations qui s'y trouvent. En cas de désaccord entre les parties, un expert désigné par le Président de la Cour internationale de justice, fixera cette somme, en tenant compte:

(a) de la valeur que présenteront alors pour les Etats-Unis d'Amérique les terrains, bâtiments et installations; et

(b) des dépenses encourues par les Nations Unies pour l'acquisition des terrains et la construction des bâtiments et installations.

*Section 39.* Tout différend entre l'Organisation et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, ou encore de tout accord ou arrangement complémentaire, s'il n'est pas réglé par voie de négociation, sera soumis à la décision d'un arbitre désigné à cet effet par le Président de la Cour internationale de justice.

*Section 40.* Chaque partie pourra prier l'Assemblée générale de demander à la Cour internationale de justice un avis consultatif sur toute question juridique surgissant au cours de la procédure précue à la section 39. Aussi longtemps que cet avis de la Cour n'aura pas été reçu, les deux parties se conformeront à toute décision provisoire de l'arbitre. Ensuite, celui-ci rendra une décision définitive en tenant compte de l'avis de la Cour.

EN FOI DE QUOI LES PLÉNIPOTENTIAIRES SUSMENTIONNÉS ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION:

FAIT À.....

LE.....

EN DOUBLE EXPÉDITION



## ANNEXE I

### CARTE (Non reproduite)

## ANNEXE II

### ARTICLE I

#### *Personnalité juridique*

Section 1. L'Organisation des Nations Unies possède la personnalité juridique. Elle a la capacité:

- (a) de contracter;
- (b) d'acquérir et de vendre des biens immobiliers et mobiliers;
- (c) d'ester en justice.

### ARTICLE II

#### *Biens, Fonds et Avoirs*

Section 2. L'Organisation des Nations Unies, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège ou leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Section 3. Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, sont exempts de perquisition, requisition, confiscation, expropriation, ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire, législative.

Section 4. Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables où qu'ils se trouvent.

Section 5. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers,

(a) l'Organisation des Nations Unies peut détenir des fonds, de l'or ou des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

(b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises des Etats-Unis d'Amérique dans un autre Etat ou d'un lieu à un autre dans les limites des Etats-Unis d'Amérique et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

Section 6. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 5 ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies devra tenir compte de toutes représentations qui lui seront faites par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Section 7. L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens seront:

(a) exonérés de tout impôt direct. Il demeure entendu toutefois que l'Organisation ne peut demander l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de simple rémunération de services d'utilité publique;

(b) exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard d'objets importés et exportés par l'Organisation pour son usage officiel. Il est entendu toutefois que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

(c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Section 8. Bien que l'Organisation ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente, entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elle effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats-Unis d'Amérique, prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

## ARTICLE III

### *Facilités de Communications*

Section 9. L'Organisation des Nations Unies bénéficiera, sur le territoire des Etats-Unis, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à tout autre gouvernement y compris sa mission diplomatique, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications ainsi que sur les tarifs de presse pour les informations à la presse et la radio. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront être censurées.

Section 10. L'Organisation des Nations Unies aura le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

## ARTICLE IV

### *Représentants des Membres*

Section 11. Les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies jouissent durant l'exercice de leurs fonctions et au cours de voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:

(a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;

(b) inviolabilité de tous papiers et documents;

(c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;

(d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives d'immigration, de toute formalité d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

(e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

(f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques, et également;

(g) tels autres privilèges, immunités et facilités, non incompatibles avec ce qui précède, dont jouissent les agents diplomatiques, sauf le droit de réclamer l'exemption des droits de douane sur des objets importés (autres que ceux qui font partie de leurs bagages personnels) ou de droits d'accise ou de taxes à la vente.

Section 12. En vue d'assurer aux représentants des Membres aux organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'Organisation une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé d'être les représentants de Membres.

Section 13. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujéti, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'Organisation des Nations Unies se trouveront sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique pour l'exercice de leurs fonctions, ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 14. Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres, non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec

l'Organisation. Par conséquent un Membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où à son avis l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel l'immunité est accordée.

*Section 15.* Les dispositions des sections 11, 12 et 13 ne pourront être invoquées à l'encontre des autorités des Etats-Unis d'Amérique:

(a) Par un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique;

(b) Par le représentant des Etats-Unis d'Amérique;

(c) Par le représentant d'un autre Membre, si celui-ci a levé l'immunité en question.

*Section 16.* Aux fins du présent article le terme "représentants" est considéré comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

## ARTICLE V

### Fonctionnaires

*Section 17.* Le Secrétaire général déterminera les catégories des fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que de l'article VII. Il en soumettra la liste à l'Assemblée générale et en donnera ensuite communication aux gouvernements de tous les Membres. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués périodiquement au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

*Section 18.* Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies:

(a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants (y compris leurs paroles et écrits);

(b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies;

(c) seront exempts de toute obligation relative au service national;

(d) ne seront pas soumis non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;

(e) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

(f) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en période de crise internationale;

(g) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé.

*Section 19.* Outre les privilèges et immunités prévus à la section 18, le Secrétaire général et tous les Sous-secrétaires généraux, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et leurs enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.

*Section 20.* Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des Nations Unies, et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas, où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et pourra être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général, le Conseil de sécurité a qualité pour prononcer la levée des immunités.

*Section 21.* L'Organisation des Nations Unies collaborera en tous temps avec les autorités compétentes des Etats-Unis en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités visés dans le présent article.

## ARTICLE VI

### Experts en missions pour l'Organisation des Nations Unies

*Section 22.* Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article V), lorsqu'ils accomplissent une mission pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris le temps du voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour pouvoir exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités suivants:

(a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;

(b) immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leur mission (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir des missions pour l'Organisation des Nations Unies;

(c) inviolabilité de tous papiers et documents;

(d) le droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;

(e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

(f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

*Section 23.* Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où à son avis cette immunité empêcherait que justice soit faite, et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

## ARTICLE VII

### Laissez-Passer des Nations Unies

*Section 24.* L'Organisation des Nations Unies pourra délivrer des laissez-passer à ses fonctionnaires. Ces laissez-passer seront reconnus et acceptés par les autorités des Etats-Unis d'Amérique comme titre valable de voyage, en tenant compte des dispositions de la section 25.

*Section 25.* Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des titulaires de ces laissez-passer, et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte de l'Organisation, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

*Section 26.* Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 25 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis de laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte de l'Organisation.

*Section 27.* Le Secrétaire général, les Sous-secrétaires généraux et les directeurs voyageant pour le compte de l'Organisation, et munis de laissez-passer délivré par celle-ci jouiront des mêmes facilités que les envoyés diplomatiques.

*Section 28.* Les dispositions du présent article peuvent être appliquées aux fonctionnaires de rang analogue appartenant à des institutions spécialisées si les accords fixant les relations desdites institutions avec l'Organisation aux termes de l'Article 63 de la Charte comportent une disposition à cet effet.

## ARTICLE VIII

### Règlement des différends

*Section 29.* L'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

(a) des différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie;



(b) des différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée par le Secrétaire général.

#### C.

#### RÉSOLUTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.

1. *L'Assemblée générale*, en vue d'assurer à la Cour internationale de justice le bénéfice des privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice de ses fonctions et à l'accomplissement de sa tâche, soit dans le pays où le siège de la Cour sera établi, soit dans tout autre pays, invite les membres de la Cour, au cours de la première session de celle-ci, à examiner la question et à communiquer leurs recommandations au Secrétaire général.

2. *L'Assemblée générale* décide que la question des privilèges et immunités de la Cour sera examinée aussitôt que possible après le dépôt de ces recommandations.

3. *L'Assemblée générale* recommande que les Membres observent, en ce qui concerne la Cour internationale de justice, et jusqu'à ce que de nouvelles dispositions soient intervenues, la réglementation appliquée en la matière pour la Cour permanente de justice internationale.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

#### D.

#### RÉSOLUTION SUR LA COORDINATION DES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AVEC CEUX DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES.

*L'Assemblée générale* estime que l'unification, dans la mesure du possible, des privilèges et immunités dont jouissent l'Organisation et les diverses institutions spécialisées, présente de nombreux avantages.

Tout en reconnaissant que les institutions spécialisées n'ont pas toutes besoin des mêmes privilèges et immunités, et que certaines d'entre elles, en raison du caractère particulier de leurs fonctions, ont besoin de privilèges d'une nature spéciale, qui ne sont pas nécessaires à l'Organisation, l'Assemblée estime que les privilèges et immunités de celle-ci devraient être considérés, en règle générale, comme un maximum, dans les limites duquel les diverses institutions spécialisées ne jouiraient que des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions respectives, et qu'on ne devrait réclamer aucune immunité et aucun privilège qui ne soient vraiment nécessaires.

*En conséquence, l'Assemblée générale charge le Secrétaire général* d'entamer des négociations en vue de réexaminer, à la lumière de la Convention générale adoptée par les Nations Unies et des considérations mentionnées ci-dessus, les dispositions conférant aux institutions spécialisées les privilèges et immunités dont elles jouissent actuellement.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

#### E.

#### RÉSOLUTION RELATIVE À L'ASSURANCE DES AUTOMOBILES DE L'ORGANISATION ET DES MEMBRES DU PERSONNEL CONTRE LES ACCIDENTS AUX TIERS.

Il se produit fréquemment des difficultés à la suite d'accidents de la circulation lorsque le conducteur ou le propriétaire de la voiture en cause ne peut être traduit en justice en raison de l'immunité qui le protège.

L'Organisation des Nations Unies entend prévenir tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités dont elle jouit en vertu des Articles 104 et 105 de la Charte et de la

Convention générale relative aux privilèges et immunités, qui détermine les modalités d'application de ces articles.

*En conséquence, l'Assemblée générale charge le Secrétaire général* de prendre les mesures nécessaires pour que les conducteurs de toutes les voitures officielles de l'Organisation, ainsi que tous les membres du personnel qui possèdent ou conduisent des voitures, soient dûment assurés contre les accidents aux tiers.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

#### F.

#### RÉSOLUTION RELATIVE AUX DISPOSITIONS À PRÉVOIR POUR QUE LES FONCTIONNAIRES D'ETATS MEMBRES QUI SONT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISATION, OU DÉTACHÉS DANS SES SERVICES, NE PERDENT POINT DU FAIT DE CE DÉTACHEMENT, LEURS DROITS ACQUIS À PENSION.

En vue de faciliter l'engagement, parmi le personnel de l'Organisation, de personnes ayant acquis des droits à pension en qualité de fonctionnaires, soit du gouvernement central d'un Etat Membre, soit d'autres organes subsidiaires ou services administratifs gouvernementaux sur les territoires d'Etats Membres, il convient de prendre des dispositions pour assurer le maintien des droits à pension déjà acquis lorsque ces personnes acceptent un emploi dans l'Organisation, soit par transfert, soit par détachement.

*En conséquence, l'Assemblée générale recommande que:*

après avoir réglé avec le Secrétaire général les questions de détail indispensables, les gouvernements des Etats Membres prennent les mesures législatives ou administratives nécessaires au maintien desdits droits à pension.

*Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.*

#### 7. ENREGISTREMENT DES TRAITÉS ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le Secrétaire exécutif a envoyé une circulaire aux Membres des Nations Unies, à la date du 8 novembre 1945, pour leur faire savoir que, à partir de la date d'entrée en vigueur de la Charte, les traités et accords internationaux seront reçus et classés à titre temporaire jusqu'à l'adoption de règles détaillées prescrivant la procédure à suivre pour l'enregistrement et la publication des traités et accords internationaux en vertu des dispositions de l'Article 102 de la Charte. Le Secrétaire exécutif a également invité les gouvernements des Membres à transmettre au Secrétariat, pour classement et publication, les traités et accords internationaux qui ne sont pas compris dans le recueil des traités de la Société des Nations et qui ont été conclus au cours de ces dernières années avant la date d'entrée en vigueur de la Charte.

Il est désirable, pour des raisons de commodité, que des dispositions soient prises en vue de la publication des traités ou accords internationaux que des Etats non Membres pourraient désirer communiquer et qui n'ont pas été insérés dans le recueil des traités de la Société des Nations. Toutefois, ces dispositions ne devraient pas s'appliquer aux traités ou accords internationaux transmis par un Etat non Membre, tel que l'Espagne, dont le Gouvernement a été établi avec l'appui des puissances de l'Axe et qui, étant donné son origine, sa nature, son passé et son association étroite avec les Etats agresseurs, ne possède pas les titres requis pour faire partie des Nations Unies en vertu des dispositions de la Charte.

*En conséquence, l'Assemblée générale charge le Secrétaire général:*

1. De soumettre à l'Assemblée générale des propositions en vue d'une réglementation détaillée et d'autres mesures destinées à donner effet aux dispositions de l'Article 102 de la Charte;

2. D'inviter les gouvernements des Membres des Nations Unies à transmettre au Secrétaire général, pour classement et publication, les traités et accords internationaux conclus au cours de ces dernières années, mais avant la date d'entrée en vigueur de la Charte, et qui n'ont pas été insérés dans le recueil des traités de la Société des Nations; et de transmettre aux fins d'enregistrement et de publication les traités et accords internationaux

conclus après la date d'entrée en vigueur de la Charte;

3. De recevoir des gouvernements des non Membres les traités et accords internationaux conclus tant avant qu'après la date d'entrée en vigueur de la Charte, qui n'ont pas été insérés dans le recueil des traités de la Société des Nations et qu'ils pourront désirer communiquer pour classement et publication; et de prendre à leur égard toutes mesures conformes aux dispositions ci-dessus et sous réserve de telle réglementation détaillée et autres mesures qui pourront être adoptées ultérieurement.

*Vingt-huitième séance plénière, le 10 février 1946*

## XIV. RESOLUTIONS ADOPTEES SUR LE RAPPORT DU COMITE DE LA SOCIETE DES NATIONS

### TRANSFERT DE CERTAINES FONCTIONS ET ACTIVITES ET CERTAINS AVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

#### I

##### FONCTIONS ET POUVOIRS APPARTENANT À LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN VERTU D'ACCORDS INTERNATIONAUX

Aux termes de divers traités, conventions, accords et autres instruments internationaux, la Société des Nations et ses organes exercent ou peuvent être invités à exercer de nombreux pouvoirs et fonctions dont il est ou peut être souhaitable que l'Organisation assure la continuité, après la dissolution de la Société.

Divers Membres de l'Organisation, parties à certains de ces instruments et Membres de la Société des Nations, ont informé l'Assemblée générale de leur intention de présenter à la prochaine session de l'Assemblée de la Société une résolution par laquelle les Membres de la Société, pour autant qu'il sera nécessaire, approuveront les mesures envisagées ci-dessous et leur donneront effet.

##### *En conséquence:*

1. *L'Assemblée générale* se réserve le droit de décider, après mûr examen, de ne pas assumer tel ou tel pouvoir ou fonction, et de déterminer quel organe des Nations Unies ou quelle institution spécialisée reliée à l'Organisation exercera les pouvoirs et fonctions qu'elle prendra à charge.

2. *L'Assemblée générale* prend acte que les Membres des Nations Unies, parties aux instruments sus-mentionnés, approuvent, par la présente résolution, les mesures envisagées ci-après et se déclarent résolus à user de leurs bons offices en vue d'obtenir, pour autant qu'il sera nécessaire, la collaboration des autres parties à ces instruments.

3. *L'Assemblée générale* déclare qu'en principe et sous réserve des dispositions de la présente résolution et de la Charte, l'Organisation est prête à assumer certaines fonctions et certains pouvoirs précédemment confiés à la Société des Nations, et elle adopte les décisions énoncées ci-dessous aux paragraphes A, B et C.

##### *A. Fonctions de Secrétariat*

Aux termes de certains des instruments mentionnés au début de la présente résolution, la Société des Nations s'est engagée, dans l'intérêt général des parties, à assurer la garde des textes originaux signés de ces instruments et à s'acquitter de certaines fonctions de secrétariat qui n'affectent pas leur application et ne touchent pas, quant au fond, aux droits et obligations des parties. Ces fonctions comprennent: la réception de nouvelles signatures et instruments de ratification, d'adhésion et de dénonciation; la réception de notifications relatives à l'extension de ces instruments soit aux colonies ou possessions d'une partie, soit aux territoires sur lesquels elle exerce un protectorat ou un mandat; la notification de ces actes aux autres parties et Etats intéressés; la délivrance de copies conformes et la communication des renseignements ou documents que les parties ont pris l'engagement d'échanger entre elles. Toute interruption dans l'accomplissement de ces fonctions serait contraire aux intérêts de toutes les parties. Il y aurait avantage à ce que l'Organisation assumât la garde de ceux de ces instruments relatifs à des activités de la

Société des Nations que l'Organisation reprendra probablement.

##### *En conséquence:*

*L'Assemblée générale* déclare que l'Organisation est disposée à accepter la garde de ces instruments et à charger le Secrétariat de l'Organisation d'assumer pour le compte des parties les fonctions de secrétariat précédemment confiées à la Société des Nations.

##### *B. Fonctions et Pouvoirs de caractère technique et non politique*

Parmi les instruments mentionnés au début de la présente résolution, il en est de caractère technique et non politique qui contiennent des dispositions de fond dont l'application dépend de l'exercice, par la Société des Nations ou par certaines de ses organes, de fonctions ou pouvoirs conférés par ces instruments. Certains instruments sont étroitement liés à des activités dont l'Organisation assurera ou pourra assurer la continuation.

Il y a lieu, cependant, d'examiner attentivement la question de savoir quels organes des Nations Unies ou quelles institutions spécialisées reliées à l'Organisation exerceront à l'avenir ces fonctions et pouvoirs dans la mesure où ils seront maintenus.

##### *En conséquence:*

*L'Assemblée générale* est disposée, compte tenu des réserves ci-dessus, à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exercice ininterrompu de ces fonctions et pouvoirs et renvoie la question au Conseil économique et social.

##### *C. Fonctions et Pouvoirs résultant de Traités, Conventions, Accords et autres Instruments internationaux de caractère politique*

*L'Assemblée générale* étudiera elle-même ou soumettra à l'organe compétent des Nations Unies toute demande émanant des parties et tendant à ce que l'Organisation assume les fonctions ou pouvoirs confiés à la Société des Nations par des traités, conventions, accords et autres instruments internationaux de caractère politique.

#### II

##### FONCTIONS ET ACTIVITÉS NON POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AUTRES QUE CELLES VISÉES À LA SECTION I

1. *L'Assemblée générale* invite le Conseil économique et social à procéder à un examen d'ensemble des fonctions et activités de caractère non politique précédemment exercées par la Société des Nations, en vue de déterminer celles qui devraient, sous réserve des modifications désirables, être assumées par des organes des Nations Unies ou confiées à des institutions spécialisées reliées à l'Organisation. En attendant l'adoption des mesures qui seraient décidées à la suite de cet examen, le Conseil devrait, dès la dissolution, ou avant la dissolution de la Société, assumer et poursuivre, à titre provisoire, la tâche accomplie précédemment par les sections suivantes de la Société des Nations: les sections économique, financière et du transit, particulièrement en ce qui concerne les travaux de recherche et de statistique; la section d'hygiène, particulièrement en ce qui concerne le service épidémiologique; la section de l'opium, et le secrétariat du Comité central permanent de l'Opium et de l'Organe de contrôle.

2. *L'Assemblée générale* invite le Secrétaire général à procéder aux arrangements nécessaires pour reprendre et maintenir en activité les services de la bibliothèque et des archives ainsi que pour compléter le recueil des traités de la Société des Nations.

3. L'Assemblée est d'avis qu'il serait également souhaitable que le Secrétaire général engage, pour le travail mentionné au xparagraphe 1 et 2 ci-dessus, et à des conditions appropriées, tels membres du personnel expérimenté actuellement chargé de ce travail, que le Secrétaire général estimera bon de choisir.

### III

#### TRANSFERT DES AVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

*L'Assemblée générale*, ayant examiné le rapport du Comité constitué par la Commission préparatoire pour discuter et élaborer en commun avec la Commission de contrôle de la Société des Nations un plan pour le transfert des avoirs de la Société

des Nations, approuve et le rapport du Comité constitué par la Commission préparatoire et le plan élaboré en commun soumis par ce Comité (documents A/18 et Corr. 1, Add. 1 et 2).

### IV

#### NOMINATION D'UN COMITÉ DE NÉGOCIATION

*L'Assemblée générale* approuve la création d'un petit Comité de négociation chargé d'assister le Secrétaire général dans la négociation d'autres accords relativement au transfert de certains avoirs existant à Genève ainsi qu'aux locaux du Palais de la Paix de La Haye. Ce Comité se composera d'un représentant que désigneront, si elles le désirent, les délégations de chacun des huit membres qui constituaient précédemment le Comité créé par la Commission préparatoire: le Chili, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Pologne, le Royaume-Uni, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Union Sud-Africaine.

*Vingt-neuvième séance plénière, le 12 février 1946.*



## XV. RESOLUTIONS ADOPTEES A LA SUITE DU RAPPORT DU COMITE DU SIEGE PERMANENT

### QUESTION DU SIEGE DES NATIONS UNIES

*L'Assemblée générale décide:*

#### I. SIEGE PERMANENT

(a) Le siège permanent de l'Organisation des Nations Unies est établi dans les comtés de Westchester (New-York) et/ou de Fairfield (Conn.), c'est-à-dire près de la ville de New-York.

(b) Une Commission du siège se rendra aussitôt que possible dans la région mentionnée sous (a) ci-dessus, en vue de procéder à une étude complète de la zone et de soumettre à l'Assemblée générale, lors de la deuxième partie de sa première session, des recommandations sur l'emplacement exact qu'il conviendrait de choisir dans la zone précitée.

(c) La Commission du siège établira des plans correspondants aux différents cas où l'Organisation déciderait l'achat des superficies ci-après:

- (i) deux milles carrés,
- (ii) cinq milles carrés,
- (iii) dix milles carrés,
- (iv) vingt milles carrés,
- (v) quarante milles carrés.

Elle indiquera, dans chaque cas, le prix approximatif auquel reviendrait l'achat des terrains et des constructions situées dans ces différentes zones.

(d) La Commission du siège s'informera des mesures que les autorités américaines fédérales, celles des Etats et des comtés sont disposées à prendre en vue d'exercer un contrôle sur les travaux qui pourraient être entrepris dans les terrains avoisinant la zone.

(e) Sur la base de tous ces renseignements, l'Assemblée générale, à la deuxième partie de sa première session, prendra une décision définitive sur:

- (i) la superficie exact du terrain nécessaire;
- (ii) l'emplacement exact du siège permanent dans la région sus-mentionnée de Westchester-Fairfield.

(f) La présente résolution n'entraîne aucun engagement financier de la part de l'Organisation (en dehors des dépenses de la Commission du siège) et n'impose aux Membres aucune obligation d'ordre financier; l'Assemblée générale restera libre de décider de ces questions au cours de la deuxième partie de sa première session, conformément à

l'Article 17, paragraphes 1 et 2, et à l'Article 18, paragraphe 2, de la Charte.

#### II. SIEGE PROVISOIRE

Le siège provisoire de l'Organisation sera installé dans la ville de New-York.

#### III. COMMISSION DU SIEGE

(a) Une Commission du Siège comprenant les représentants de l'Australie, de l'Uruguay, de la Chine, de la France, de l'Irak, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Yougoslavie, est instituée pour accomplir les tâches énoncées dans la première partie de la présente résolution, concernant le siège permanent.

(b) La Commission du Siège sera assistée d'urbanistes, d'experts immobiliers, ainsi que des juristes et de conseillers financiers et des autres spécialistes nécessaires qui, sur la demande du Secrétaire général, seront désignés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

(c) Le Secrétaire général consultera, s'il le juge nécessaire et désirable, la Commission du Siège ou les experts adjoints à cette dernière, sur toutes les questions qui pourraient se poser à propos de l'installation temporaire aux Etats-Unis, des divers organes des Nations Unies, sur les dispositions d'ordre matériel nécessaires à la réunion de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, en septembre 1946, et sur le logement des délégués, des membres du Secrétariat et de tout autre personnel qui pourrait avoir à résider, pendant des périodes plus ou moins longues, près du siège temporaire de l'Organisation.

(d) Le Secrétaire général est autorisé à payer les dépenses des membres de la Commission du Siège et à verser des honoraires aux experts qui seront attachés à la Commission, sur la base et sous la forme qui lui paraîtront les plus appropriées.

(e) La Commission du Siège présentera à l'Assemblée générale, lors de la deuxième partie de sa première session, son rapport final sur toutes les questions qui lui auront été renvoyées.

(f) L'Assemblée générale, au cours de la deuxième partie de sa première session, examinera la question de la nomination d'un comité de bâtiments composé d'experts, ainsi que le recommande, au chapitre X, section 3, le Rapport de la Commission préparatoire.

*Trente-troisième séance plénière, le 14 février 1946.*

## XVI. RESOLUTIONS ADOPTEES A LA SUITE DES RAPPORTS DU BUREAU

### 1. CRÉATION DE DEUX COMITÉS SPÉCIAUX

L'Assemblée générale décide de créer deux comités *ad hoc*, comme suit:

(a) *Comité de la Société des Nations*, chargé d'étudier le transfert éventuel de certaines fonctions et activités et de certains avoirs de la Société des Nations.

(b) *Comité du Siège permanent*, chargé d'étudier la question de l'emplacement du siège des Nations Unies.<sup>1</sup>

Tous les Membres auront le droit d'être représentés à chacun de ces deux comités.

*Dix-huitième séance plénière, le 26 janvier 1946.*

### 2. PÉNURIE MONDIALE DE CÉRÉALES

Les dégâts causés par la guerre et la diminution de la production agricole résultant de la pénurie et du déplacement de la main-d'œuvre, de l'enlèvement des animaux de trait, de la pénurie d'engrais et d'autres circonstances encore, dues aux hostilités, ont provoqué un abaissement sensible dans la production mondiale du blé. En outre, beaucoup de pays, y compris quelques uns de ceux qui étaient normalement parmi les plus grands producteurs de céréales, ont souffert de grandes sécheresses et n'ont eu, en conséquence, que des récoltes exceptionnellement faibles. De même, la récolte de riz est si mauvaise qu'il y a, dans certaines régions, des risques de famine. Pour la saison prochaine, il est également à craindre que la production de céréales soit insuffisante pour empêcher les populations d'être affamées. Le monde se trouve donc menacé d'une situation de nature à provoquer des souffrances et des pertes de vies humaines et à retarder l'œuvre de reconstruction.

*En conséquence l'Assemblée générale:*

1. Demande instamment à tous les gouvernements et à tous les peuples de prendre d'urgence des mesures énergiques, directement en même temps que par l'intermédiaire des organisations intéressées, pour constituer des réserves de vivres, en ramassant les récoltes chez les producteurs, en économisant la nourriture et en évitant le gaspillage, et pour assurer, au cours de la campagne prochaine, un rendement maximum aux récoltes;

2. Prend acte des déclarations faites récemment par plusieurs des Nations Unies qui ont l'intention de prendre des mesures en vue de réserver la production de céréales à la consommation humaine et d'accroître la production;

3. Demande à tous les gouvernements de communiquer des renseignements aussi complets que possible sur leur production et leurs besoins de céréales et sur les mesures qu'ils ont prises ou ont l'intention de prendre aux fins indiquées au paragraphe 1;

4. Prie les organisations internationales s'occupant de l'alimentation et de l'agriculture de communiquer les renseignements détaillés qu'elles peuvent avoir en leur possession sur la situation mondiale au point de vue alimentaire ainsi que sur les

perspectives d'avenir et d'intensifier leurs efforts en vue d'obtenir les renseignements les plus complets possibles à ce sujet, en vue d'aider les gouvernements à fixer leur politique agricole, à court terme et à long terme.

*Trente-troisième séance plénière, le 13 février 1946.*

### 3. RECONSTRUCTION DES PAYS MEMBRES DES NATIONS UNIES DÉVASTÉS PAR LA GUERRE

*Considérant:*

que la guerre d'agression, qui s'est déroulée sur le territoire de nombreux pays Membres des Nations Unies, y a provoqué la destruction de vastes régions sur une échelle inconnue jusqu'alors;

que ces nations pacifiques, qui ont subi des dommages aussi considérables, représentent presque la moitié de la population totale du globe;

que ces vastes étendues, qui représentent une grande capacité de consommation, sont virtuellement éliminées du marché international normal, au détriment de l'économie mondiale;

que l'importance de ces destructions entraîne, dans la plupart des cas, un abaissement dangereux du niveau de vie et de l'état sanitaire des populations, une diminution considérable de la capacité de production et parfois l'anéantissement total de l'activité économique normale de ces pays;

qu'il importe, en vue de remédier à ces destructions et de rétablir ainsi l'économie mondiale bouleversée, d'apporter de grandes quantités de biens de capital à ces régions dévastées;

que, dans la plupart des cas, ces reconstructions ne pourraient pas être effectuées avec la célérité et l'efficacité indispensables si les pays intéressés en étaient réduits à leurs propres ressources et à leurs propres possibilités intérieures;

que seule une coopération entière et sincère de toutes les Nations Unies peut fournir la vraie solution de ce grave problème;

*l'Assemblée générale:*

1. reconnaît que le problème du relèvement total des pays appartenant aux Etats Membres des Nations Unies qui ont subi des dommages de guerre importants, présente une gravité et une urgence qui justifient l'octroi d'une priorité toute spéciale parmi les problèmes de l'après-guerre;

2. décide de procéder à une discussion générale de ce problème au titre du paragraphe 17 de son ordre du jour et, lors de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, de le transmettre pour étude approfondie à la deuxième Commission qui fera ensuite rapport à l'Assemblée générale.

3. invite le Conseil économique et social à inscrire cette question à l'ordre du jour de sa première session et de la considérer comme une question urgente se posant dans le domaine économique et social, au sens du paragraphe 10 de l'ordre du jour provisoire de la première session du Conseil proposé par la Commission préparatoire.

*Vingt-deuxième séance plénière, le 2 février 1946.*

### 4. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les organismes compétents des Nations Unies, qui ont été créés au cours de la première session et qui poursuivront leurs travaux dans l'intervalle des

<sup>1</sup> Sur la proposition du Bureau, en sa trente-troisième séance plénière tenue le jeudi 14 février 1946, l'Assemblée générale décide de modifier comme suit le mandat du Comité du Siège permanent:

"d'étudier la question de l'emplacement du siège permanent et du siège provisoire de l'Organisation ainsi que d'autres questions se rapportant directement au même sujet."

sessions de l'Assemblée, examinent actuellement les problèmes de caractère urgent soumis à la présente Assemblée générale.

Si d'autres problèmes demandant d'urgence l'intervention de l'Assemblée générale se posaient, on pourrait convoquer une session extraordinaire conformément aux articles 3 et 4 du règlement intérieur provisoire.

D'une part les importantes conférences internationales actuellement prévues et qui intéressent les Membres de l'Organisation, d'autre part les dispositions à prendre pour l'installation du siège provisoire, posent des problèmes qui rendent difficile l'application pratique des propositions de la Commission préparatoire.

*En conséquence l'Assemblée générale décide que :*

1. La présente session de l'Assemblée générale sera close en février, à une date qui sera fixée ultérieurement et sera dénommée "première partie de la première session ordinaire de l'Assemblée."

2. La seconde partie de la première session ordinaire de l'Assemblée générale sera convoquée pour le premier mardi qui suivra le 2 septembre 1946, conformément à l'article 1 et à l'article additionnel B du règlement intérieur provisoire.

3. Les articles additionnels C, F et G du règlement intérieur provisoire s'appliqueront pour la seconde partie de la première session ordinaire de l'Assemblée générale, plutôt que les articles 7, 11 et 13. Les références à la "deuxième partie de la première session" qui figurent dans d'autres articles additionnels ou dans des résolutions de l'Assemblée et des Commissions, seront considérées comme se rapportant à la deuxième partie de la première session ordinaire.

*Vingt-sixième séance plénière, le 9 février 1946.*

## 5. CANDIDATURES DE RESSORTISSANTS D'ETATS NON MEMBRES A UN EMPLOI PERMANENT AU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

*L'Assemblée générale charge le Secrétaire général :*

1. De recevoir et de prendre note des candidatures à un emploi au Secrétariat qui pourraient émaner de ressortissants d'Etats non Membres.

2. De faire savoir aux gouvernements des Etats non Membres qui s'informeront des conditions d'emploi que les candidatures seront reçues et enregistrées, mais que les nominations sont subordonnées au règlement du Secrétariat.

*Vingt-sixième séance plénière, le 9 février 1946.*

## 6. ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PRESSE

*L'Assemblée générale charge le Secrétaire général*

*de* d'inscrire la question de l'organisation d'une Conférence internationale de presse à l'ordre du jour de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale.

*Vingt-sixième séance plénière, le 9 février 1946.*

## 7. RELATIONS ENTRE LES MEMBRES DES NATIONS UNIES ET L'ESPAGNE

1. *L'Assemblée générale rappelle que la Conférence de San-Francisco, a adopté une résolution aux termes de laquelle le paragraphe 2 de l'Article 4 du chapitre II de la Charte des Nations Unies "ne pourra pas s'appliquer à des Etats dont les régimes ont été installés avec l'aide de forces militaires des pays qui ont lutté contre les Nations Unies tant que ces régimes seront au pouvoir."*

2. *L'Assemblée générale rappelle que, à la Conférence de Potsdam, les Gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, ont déclaré qu'ils n'appuieraient pas une demande d'admission aux Nations Unies du présent Gouvernement espagnol "lequel, ayant été fondé avec l'appui des puissances de l'Axe, ne possède pas, en raison de ses origines, de sa nature, de ses antécédents et de son étroite association avec les Etats agresseurs, les titres nécessaires pour justifier son admission."*

3. *L'Assemblée générale, faisant siennes ces deux déclarations, recommande aux Membres des Nations Unies de se conformer à la lettre et à l'esprit de ces déclarations dans la conduite de leurs futures relations avec l'Espagne.*

*Vingt-sixième séance plénière, le 9 février 1946.*

## 8. DURÉE DES MANDATS DES MEMBRES DES CONSEILS<sup>1</sup>

L'Assemblée générale décide que les membres des Conseils élus en janvier 1946 conformément au règlement provisoire, resteront en fonctions pendant douze mois et que l'élection de leurs successeurs aura lieu lors de la deuxième partie de la première session ordinaire de l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général fera rapport à l'Assemblée générale, dès l'ouverture de la deuxième partie de la première session ordinaire sur les modifications éventuelles qu'il jugerait nécessaire d'apporter au règlement pour donner effet au paragraphe ci-dessus.

*Trente-deuxième séance plénière, le 13 février 1946.*

<sup>1</sup> Cette question discutée à l'origine par l'Assemblée générale au cours de sa vingt-huitième séance, le 10 février 1946, sur les bases du rapport de la sixième Commission (document A/38) fut renvoyée au Bureau pour plus ample considération. Le Bureau en faisant connaître ses conclusions à l'Assemblée générale (document A/51) soumit cette nouvelle résolution. Dans le paragraphe 1 la période de "vingt mois" proposée par le Bureau fut modifiée par un vote de l'Assemblée générale et transformée en "douze mois."

